



Convention Citoyenne

pour le climat

et la biodiversité

AVIS FINAL DES CITOYENS

Mars 2024

Conseils de lecture :

- Vous avez peu de temps ? Lisez la partie I (p. 6 à 21). Elle donne une vision globale des aspirations exprimées par les membres de la Convention ;
- Vous voulez tout savoir sur les recommandations ? Lisez la partie 2. Elle regroupe l'ensemble des propositions d'actions développées pendant la Convention pour réaliser les modes de vie décrits dans la partie I (p. 22 à 66).

La Convention citoyenne pour le climat et la biodiversité, qu'est-ce que c'est ?

Suite à la "Déclaration d'urgence climatique" votée par le Conseil régional en décembre 2021, la Région a mis les enjeux de lutte contre l'effondrement de la biodiversité et les effets du dérèglement climatique au cœur de son mandat.

Dans sa continuité elle a décidé de **créer des dynamiques nouvelles – et en particulier une Convention citoyenne pour le Climat et la Biodiversité** - qui contribuent à **dépasser les plafonds de verre** qui nous empêchent d'apporter des **réponses à la hauteur des enjeux environnementaux**.

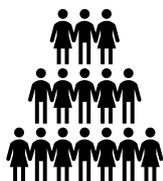
Entre novembre 2023 et mars 2024, **36 citoyennes et citoyens**, recrutés de manière aléatoire et représentant une diversité de vécus, ont travaillé ensemble pour apporter une réponse à la hauteur des enjeux environnementaux. Le groupe qui s'est réuni durant 8 jours (4 sessions de 2 jours) a été rejoint à mi-parcours par un groupe d'acteurs (27 personnes du monde de l'entreprise, associatif, partenaires institutionnels ou encore des services de la Région) pour coconstruire des propositions au côté des citoyens.

L'avis ici présent – est le résultat d'échanges entre participants, avec les acteurs mais aussi des intervenants extérieurs. Ce sont bien sur les membres de la Convention qui ont pris la plume et ont eu le dernier mot dans les échanges.

Pour en savoir plus sur la démarche et les quatre sessions de travail rendez-vous sur jeparticipe.bourgognefranchecomte.fr.



Données clés sur le panel



36 MEMBRES

22 femmes

14 hommes



Zone rurale peu dense - loin des grandes villes – **12 personnes**

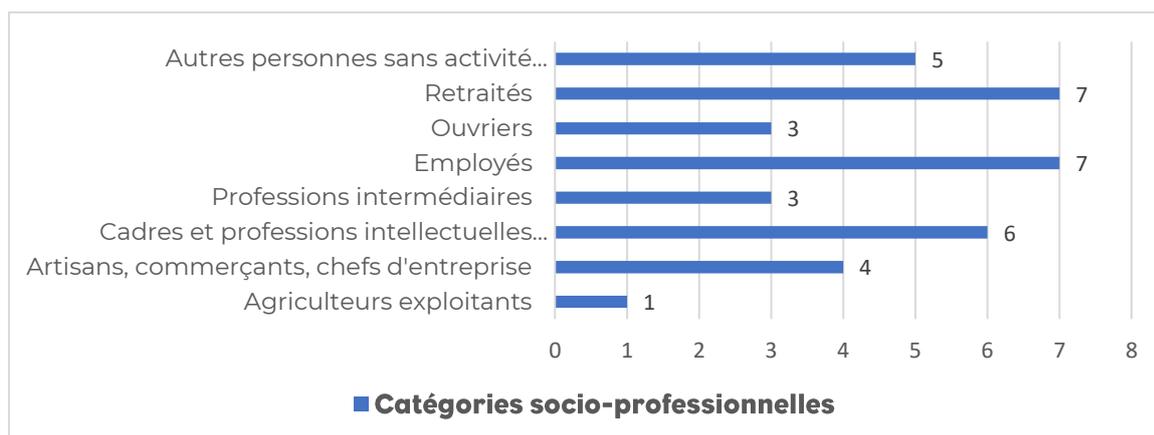
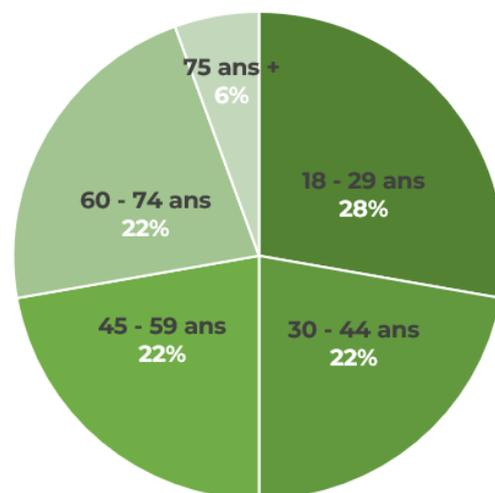
Zone rurale proche grandes villes – **3 personnes**



Zone périurbaine – **10 personnes**

Zone urbaine – **11 personnes**

Age



Quelques informations sur le groupe d'acteurs « transverse »

Ce groupe a été associé à deux journées de la Convention (session 3 et 4). Ses membres ont apporté leurs expertises afin de préciser les modalités d'action pour réaliser les modes de vie désirés par les citoyens. Autrement dit, c'est une manière de mettre dans la même salle tout l'écosystème de ceux qui vont contribuer à réaliser ces modes de vie.

Ce groupe était composé de : 4 représentants d'entreprises et associations, 5 représentants de collectivités et institutions locales, 4 représentants d'institutions régionales et nationales, 2 chercheurs, 12 agents de différentes directions du Conseil régional.

Cet avis, résultat de **8 jours d'échanges** a été écrit collectivement par



L'ensemble des participants a adopté l'avis.

Les délibérations n'ont pas abouti à un consensus total, sur certaines propositions des participants ont émis des avis minoritaires (cf. détails en note de bas de page).

Quelques chiffres clés :

7 mois de travaux

3 étapes de concertation

5 sessions de réflexion

36 citoyens engagés

30 acteurs et agents régionaux intervenants



Sommaire

PARTIE 1	6
Introduction – Les conditions individuelles et collectives à réunir	7
Individuellement	7
Collectivement	8
... dans l'organisation de la société	8
... dans les valeurs véhiculées dans notre société	9
Zoom sur la question de la contrainte	9
Se rencontrer – ce qui nous lie	11
Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :	12
Des renoncements qui font débat	12
Habiter	13
Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :	14
Consommer	16
Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :	16
Zoom sur le numérique	17
Travailler	19
Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :	20
Se déplacer	21
Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :	21
PARTIE 2	23
Introduction - Les conditions individuelles et collectives à réunir	24
Vivre dans le respect de soi, des autres et des espèces non-humaines	25
Prendre soin de notre démocratie	26
Revoir nos priorités, définir et porter de nouvelles valeurs dans notre société	27
Se rencontrer – ce qui nous lie	29
Susciter une vie locale intense et tournée vers le partage	30
Faire ensemble autrement	33
Proposer une offre de loisirs locale pour s'adapter aux évolutions climatiques	34
Profiter de ses vacances sans contribuer aux émissions de gaz à effet de serre	35
Habiter	37
Intégrer la biodiversité dans nos manières d'habiter (en zone urbaine ET rurale)	38
Prévenir l'étalement urbain et les déplacements grâce au renouvellement du modèle foncier classique, c'est-à-dire le modèle pavillonnaire et de la maison individuelle avec jardin.	40
Massifier et simplifier les solutions existantes en faveur de la rénovation énergétique et durable des bâtiments / logements	41
Mener une politique ambitieuse pour lutter contre la tension immobilière	42
Habiter autrement, vers de nouvelles manières d'habiter chez soi et de partager	43
Consommer	46
Vers des pratiques et modèles économiques éco-responsables	47
Mieux produire et manger	50
Promouvoir un nouveau modèle de production d'énergie	54
Travailler	56
Encourager les comportements vertueux du côté des employés et des entreprises pour plus de cohérence entre notre travail et nos modes de vie	57
Déployer de nouveaux modèles économiques	58
Accompagner les secteurs et emplois non soutenables dans leur transition grâce à des formations adaptées ou encore des parcours en alternance	61
Se déplacer	63
Abandonner progressivement la voiture individuelle	64
Développer les transports collectifs	65
Massifier l'utilisation du vélo	67
Substituer les véhicules polluants par des véhicules plus sobres et plus petits (ou intermédiaires)	68

PARTIE 1

**Vers de nouveaux modes de vie plus
soutenables pour l'environnement et
la biodiversité et l'Homme**



Introduction – Les conditions individuelles et collectives à réunir

Afin d'agir sur les différents aspects de nos modes de vie, nous pointons des conditions individuelles et collectives indispensables.

Nous devons transformer nos manières de vivre. Si nous agissons vite, nous pouvons encore proposer des vies décentes pour les générations futures.

Les problèmes auxquels nous faisons face, ont été provoqués par les humains. Les dérèglements climatiques sont là et vont s'aggraver. Les espèces vivantes sont déjà sous pression. Nous avons tout intérêt à faire évoluer nos modes de vie pour anticiper les changements à venir.

Nous devons faire individuellement et collectivement des efforts sur tout : nos consommations – de produits et ressources telles que l'eau – ou encore nos déplacements. Il ne s'agit pas de culpabiliser qui que ce soit, mais d'agir ensemble. **D'aller vers des actions, des modèles désirables.**

Individuellement

Tout cela fonctionne si les conditions ci-dessous sont réunies pour **mettre chacun dans les bonnes dispositions**. Il nous faut :



- **Du temps** dans nos quotidiens pour réaliser ces modes de vie respectueux de notre environnement ;

- Un cadre de vie qui favorise la **santé mentale et physique** ;
- Prendre en compte le **contexte économique personnel et donner à chacun les ressources pour bien vivre ces nouveaux modes de vie** ;
- Un **cadre d'information fiable et apaisé**.

Cela crée les bonnes dispositions pour que chacun contribue à la vie collective et s'adapte aux contraintes environnementales.

Collectivement

Ces changements doivent être traduits par un **engagement renouvelé, un contrat social qui lie notre société**. Il apportera de nouvelles valeurs respectueuses des personnes et de la planète.

Pour réaliser cet engagement qui nous liera collectivement et ces valeurs nous préconisons :

- **De la responsabilité** : de chacun en tant que citoyen – mais aussi des élus et dirigeants. Une partie d'entre-nous insiste sur le fait de ne minorer aucune des deux dimensions : droits et devoirs ;
- De valoriser des **modes de vie respectueux de la planète** – notamment des modes de vie aujourd'hui perçus comme modestes ;
- **Des valeurs de réussite tournées vers le bien-être, la bienveillance, le vivre ensemble, la solidarité** – et qui sortent d'un impératif de profit, de croissance, de marqueurs sociaux qui valorisent les signes de richesse.

Des pistes sur la manière dont cela doit se traduire ...

... dans l'organisation de la société

- **Une démocratie plus intense** → plus transparente, à toutes les échelles. Associer davantage les habitants dans leur diversité aux choix (notamment pour contrebalancer le secteur économique) – Nous insistons sur l'importance de rendre des comptes ;
- **D'autres manières de décider** → pour prendre en compte le long terme (pour la planète, nos enfants ou encore les autres espèces vivantes) et tous les aspects des décisions (sortir d'un choix économique ou pratique de court terme, dommageable à plus long terme). Nous prenons l'exemple d'une protection parfois excessive de patrimoines architecturaux qui va à l'encontre de l'environnement. La protection de l'architecture est importante mais ne doit pas être sans concession – elle rend parfois impossible ou beaucoup trop coûteuse - l'isolation thermique¹ ;
- **Une autre allocation des budgets** → ne privilégiant pas « la dépense à tout prix », pour ne pas perdre la ligne budgétaire l'année suivante et au contraire en réorientant les budgets davantage vers l'environnement et la recherche ;
- **Se baser sur les contraintes environnementales** comme cadre de référence prioritaire. Nous devons réinterroger toutes nos manières de faire au travers du prisme de l'avenir de la planète ;
- **Faciliter l'expérimentation** pour sortir du cadre actuel et donner à voir ces projets « pilotes » et tout ce qui peut inspirer (aussi dans d'autres pays ou continents).

¹ Avis minoritaire : trois personnes sont réservées sur cette formulation, parce que l'important pour elles est la rénovation et l'isolation thermique.

Nous sommes beaucoup revenus sur le constat d'un dysfonctionnement de notre démocratie. Les décisions et actions ne suivent plus les ambitions des citoyens. Nous aspirons à d'autres manières de fonctionner.

... dans les valeurs véhiculées dans notre société

- Par exemple des **valeurs de bienveillance, de gentillesse, d'entraide**. Ce sont des **valeurs adaptées aux enjeux contemporains** pour fonctionner collectivement – cette bienveillance concerne les humains mais aussi la planète et toutes les espèces qui y vivent et y vivront ;
- **De l'équité** : que tout le monde prenne en compte ces enjeux quel que soit son mode de vie. Les règles doivent être les mêmes pour toutes et tous. Pourquoi les plus modestes devraient fournir des efforts si les plus riches continuent à émettre beaucoup de carbone par exemple ? ;
- **Se centrer sur ce qui contribue à notre bonheur**, en revenant aux bases de ce dont nous avons besoin pour être heureux. Notamment en s'inspirant et valorisant les modes de vie modestes et vertueux. Aujourd'hui la publicité promeut au contraire des aspirations qui vont contre l'avenir de la planète ;
- Avoir **un cap partagé**, une vision à long terme de là où nous allons collectivement.

Nous partageons la volonté que notre pays, notre région, nos communes soient exemplaires pour nourrir une dynamique de transition ambitieuse.

Tout cela doit se traduire dans tous les domaines. En particulier dans notre système d'éducation. A tous les âges. C'est-à-dire dès l'école, mais aussi dans les formations pour adultes. Les médias, la culture, doivent massivement véhiculer ces connaissances, ces valeurs et des modèles vertueux. Par exemple, les émissions de cuisine doivent aider à cuisiner de saison, local... et à acheter de manière raisonnable.

Pour beaucoup d'entre-nous ces évolutions des valeurs sont indissociables du **bien-être individuel**. En particulier, donner accès à des activités physiques, au sport pour toutes et tous contribue à notre bien-être, notre civilité et notre aptitude mentale à agir.

Zoom sur la question de la contrainte

Nous avons beaucoup échangé sur **la contrainte dans notre société**.

Une majorité d'entre-nous (26 personnes) se sont positionnées pour davantage de contraintes (4 fortement, 24 modérément – voire conditions plus bas). 1 personne n'en veut pas davantage – considérant que nous sommes déjà trop contraints².

Tout d'abord, nous exprimons notre attachement aux libertés individuelles. Mais nous avons conscience que nous avons tendance à considérer certaines libertés comme acquises alors qu'elles menacent celles des générations futures et de la biodiversité. Elles menacent leur existence.

Comme nous l'expliquons plus haut, nous préférons l'information, la pédagogie, l'accompagnement. Des personnes ont défendu le besoin de développer des

² Commentaire de l'équipe d'animation : **le total des votes de positionnement présenté dans l'avis varie** en raison des départs anticipés liés à des travaux ferroviaires lors de la session 4.

incitations et de rendre attractifs les changements. Par exemple, dans certains pays, la consigne est rémunérée. Qu'il y ait contrainte ou pas, les efforts pourraient être récompensés.

Mais l'urgence environnementale est trop grande. Nous constatons que dans beaucoup de domaines, la contrainte a permis d'améliorer la situation. Naturellement, les humains ont souvent horreur de la contrainte, mais les réglementations routières et les amendes sauvent des vies.

Pour le moment, les incitations et actions pour la planète ne suffisent pas. Il faut contraindre davantage. Par exemple, nous ne pouvons plus consommer des produits qui voyagent autant et tant d'emballages. **Tout le système doit se transformer vers la consommation locale – et nous sommes prêts à renoncer à des produits pour consommer localement et moins.**

La contrainte est acceptable mais seulement à certaines conditions :

- La contrainte doit s'appliquer à toutes et tous (citoyens et organisation) – cette équité est indispensable à l'acceptation des changements ;
- Les effets doivent être démontrés – ça ne peut pas être une manière de nous imposer des choix pour d'autres objectifs sous prétexte environnemental – sinon cela ne générera que de la défiance ;
- Cela doit être fait de manière respectueuse – sans mépris – en nous reconnaissant toutes et tous et en nous considérant – c'est-à-dire dans la transparence, la confiance et l'information.

Ce que l'on souhaite réaliser	Liste de pistes d'action ou modalité d'action à investiguer
<p><u>Vivre dans le respect de soi, des autres et des espèces non-humaines</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplier les lieux de sensibilisation et développer la formation tout au long de la vie (<i>Action introduction 1</i>)
<p><u>Prendre soin de notre démocratie</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place de nouveaux mécanismes pour plus de transparence, de probité et de reddition de comptes (<i>Action introduction 2</i>)
<p><u>Revoir nos priorités, définir et porter de nouvelles valeurs dans notre société</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les valeurs de réussite et la notion de « richesse » tournées vers le bien-être, la bienveillance, le vivre ensemble, la solidarité – entre-nous, mais aussi vers les autres espèces vivantes et les générations futures (<i>Introduction 3</i>) ; - Tendre vers davantage de contraintes pour prendre beaucoup plus en compte l'urgence environnementale (<i>Action introduction 4</i>).

SE RENCONTRER – Ce qui nous lie

Nous constatons l'importance des liens entre personnes pour impulser et transmettre des valeurs communes.

En premier lieu, cela passe par **la famille** pour former et éduquer les enfants – et dans tous nos liens sociaux (voisins, amis ou encore collègues). **Nous soulignons l'importance de vivre ensemble** qui est très lié au sentiment de sécurité – les deux se nourrissent.



En partageant des habitudes et des **célébrations collectives** et intergénérationnelles, notamment autour de la gastronomie ou les fêtes de fin d'année, nous exprimons un attachement profond à ces éléments qui façonnent notre culture commune. Afin de préserver cette culture mais aussi la concilier avec les enjeux environnementaux – nous voulons consommer mieux et moins. Malgré notre attachement à la gastronomie, **nous voulons consommer moins de viande et de poisson. Et de manière générale consommer des produits de meilleure qualité**³ (voire partie consommer). Ce n'est pas incompatible.

Les **voyages** et les **vacances** sont également perçus comme des moyens privilégiés de renforcer nos liens avec les autres, d'apprendre et nous n'imaginons pas y renoncer.

Un point central du vivre ensemble est **le sport**. La **marche et les sports dans la nature** - et respectueux de cette dernière (pas de sports mécaniques et bruyants) - contribuent à notre conscience de l'environnement. Ils participent aussi de notre

³ Avis minoritaire : seule l'un.e d'entre-nous ne souhaite pas réduire cette consommation.

bien-être que nous jugeons indispensable pour être bien en collectif et faire face aux enjeux environnementaux.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- **Des lieux et des activités qui contribuent à faire vivre ces liens, ces valeurs, cette nouvelle organisation collective** auxquels nous aspirons. Les modalités existent déjà mais doivent être présentes partout. Plus spécifiquement nous pensons à des lieux multiusages et intergénérationnels – parfois appelés tiers lieux - proposant des espaces et services de partage entre la population ;
- Davantage de liens passe aussi par un cadre apaisé. Nous proposons notamment de lutter contre les incivilités et promouvoir des actions associatives orientées vers les liens et notre bien-être.

Des renoncements qui font débat

Le voyage

Néanmoins, **certaines transitions nous sont difficiles à accepter**, telles que renoncer à notre liberté de **voyager** librement et à utiliser notre voiture pour les déplacements. Ce défi nous oblige à réfléchir aux évolutions équitables pour préserver la planète – réfléchir à ce que nous souhaitons garder, faire évoluer ou encore ce à quoi nous sommes prêts à renoncer.

Dans nos modes de vie, nous sommes pour beaucoup **très attachés au voyage**. C'est essentiel pour notre bien-être de faire une pause après des périodes de travail intenses. Surtout, c'est essentiel pour nous de découvrir d'autres cultures, d'aller à la rencontre des personnes ou encore tout simplement d'apprendre. Pour certains, c'est aussi le moment de retrouver sa famille.

Nous sommes 11 à ne pas être prêts à les limiter et apprécions notamment l'avion pour parcourir des grandes distances. Nous sommes **13 favorables à des évolutions** :

- **7 pour une évolution modérée** et pour privilégier des leviers qui limitent les impacts (réduire les distances, rendre des modes de déplacement plus attractifs financièrement – tels que le train) ;
- **6 veulent réduire fortement leur impact** pour limiter leurs émissions de GES en utilisant beaucoup moins ou pas l'avion et donc en allant moins loin.

Deux personnes ne se sentent pas concernées parce qu'elles prennent peu de vacances.

Le développement de l'offre de transports locaux et notamment ferroviaire participera de la réduction des distances, à des modes de déplacements moins émetteurs de GES mais aussi à l'accès aux voyages pour les plus modestes.

Nous partageons que sur certaines distances l'avion est le moyen le plus accessible financièrement. Des personnes l'utilisent ainsi faute de solution économique plus intéressante. Ce sont des éléments que nous développons dans les pistes d'action sur le voyage.

Ce que l'on souhaite réaliser	Liste de pistes d'action ou modalité d'action
<p><u>Susciter une vie locale intense et tournée vers le partage</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier les moments partagés et de rencontre, en créant des lieux qui font vivre les valeurs que nous défendons (<i>Action se rencontrer 1</i>).
<p><u>Faire ensemble autrement</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les individus à mettre en place des projets dans leur commune, quartier, entreprise ou encore école (<i>Action se rencontrer 2</i>).
<p><u>Proposer une offre de loisirs locale pour s'adapter aux évolutions climatiques</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter nos activités de loisirs aux évolutions du climat. C'est-à-dire conjuguer la limite des ressources, notre bien-être / bien-vivre, et l'augmentation des températures (<i>Action se rencontrer 3</i>).
<p><u>Profiter de ses vacances sans contribuer aux émissions de gaz à effet de serre</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'offre touristique et de loisirs de proximité (<i>Action se rencontrer 4</i>).

HABITER

Nous sommes **12** pour **une évolution mesurée de nos manières d'habiter** pour partager des services/équipements, des lieux avec des voisins voir diviser nos logements dans certains cas. **2 veulent aller encore plus loin**. Par exemple jusqu'à de nouvelles formes de collocation ou encore d'habitat intergénérationnel. Cependant, **15 d'entre-nous tiennent trop à la préservation de leur intimité** pour envisager des évolutions conséquentes.

Sur **les efforts de sobriété au travers de nos logements**, une grande partie d'entre nous (23) y sont très favorables en préservant un confort décent (contrôle et vigilance sur l'eau, température maximum de 19 degrés). Certains (6) évoquent le fait de déjà vivre très sobriement par contrainte économique et que faire davantage leur paraît impossible et injuste.

En tant qu'habitants, nous avons identifié des actions pour **rendre nos modes d'habitation plus durables. C'est-à-dire moins consommateurs de ressources premières mais aussi d'équipements et faiblement émetteurs en gaz à effet de serre**. Individuellement, nous adoptons autant que possible des solutions de chauffage écoresponsables. Certains veillent à réutiliser ou encore à réduire leur consommation de ressources ou souhaitent aller plus loin dans cette limitation. De manière générale **nous aspirons** à transformer nos manières d'habiter pour retrouver un sens du collectif pour une société plus durable.

Nous sommes cependant attentifs à préserver notre espace personnel. Mais aussi à ce que les efforts pour réduire nos consommations (d'eau et de chauffage notamment) ne nuisent pas à notre santé.



Enfin, nous tenons à **la végétalisation** de nos villes et nos communes – en lien avec les autres êtres vivants. Toit, façade, ilot de fraîcheur, sont autant d'espaces que les pouvoirs publics et les particuliers peuvent saisir pour faire place à la nature en zone urbaine et en zone rurale. Donner une nouvelle place à la nature c'est aussi préserver l'existant. C'est pour cela que nous sommes favorables à des **conditions plus renforcées pour maîtriser l'équilibre entre l'artificialisation des sols et préservation des espaces naturels.**

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Des habitats organisés autour du partage des services (buanderie, ou encore des outils, des potagers...) – en veillant à protéger l'intimité des ménages – cela peut se faire à l'échelle d'un immeuble, d'un quartier ou encore d'un village ;
- Un accompagnement à la rénovation durable ;
- D'autres manières d'habiter : en collocation, notamment intergénérationnelles ou encore d'autres formes d'habitats partagés à inventer ;
- Des espaces verts, des potagers collectifs et des ilots de fraîcheur – dans les villes mais aussi dans les villages.

Ce que l'on souhaite réaliser	Liste de pistes d'action ou modalité d'action à investiguer
<p><u>Intégrer la biodiversité dans nos manières d'habiter (en zone urbaine ET en zone rurale)</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un pôle régional de préservation et de renaturation des villes, communes et campagnes pour multiplier le rythme de renaturation actuel (<i>Action habiter 1</i>); - Multiplier les corridors écologiques pour lutter contre la perte de la biodiversité en zone agricole et rurale (<i>Action habiter 2</i>); - Nature en ville, lutter contre la minéralisation et l'urbanisation des territoires (<i>Action habiter 3</i>).
<p><u>Prévenir l'étalement urbain et les déplacements grâce au renouvellement du modèle foncier classique, c'est-à-dire le modèle pavillonnaire et de la maison individuelle avec jardin.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Déployer des outils de planification à la bonne échelle de territoire (<i>Action habiter 4</i>).
<p><u>Massifier et simplifier les solutions existantes en faveur de la rénovation énergétique et durable des bâtiments / logements</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'accompagnement et les incitations aux particuliers dans les projets de rénovation énergétique (<i>Action habiter 5</i>).
<p><u>Mener une politique ambitieuse pour lutter contre la tension immobilière</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre les logements vacants (<i>Action habiter 6</i>); - Assurer l'accessibilité des logements pour toutes et tous (<i>Action habiter 7</i>).
<p><u>Habiter autrement, vers de nouvelles manières d'habiter chez soi et de partages</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Encourager le partage de l'habitat et/ou des services pour limiter l'étalement des villes et optimiser les ressources (<i>Action habiter 8</i>); - Définir des critères d'habitabilité et de durabilité pour le logement de toutes et tous (<i>Action habiter 9</i>).

CONSUMER

Une majorité d'entre-nous (15 personnes) soutient **une transformation radicale des modes de consommation – c'est-à-dire vers une consommation responsable, locale et sobre**. 9 personnes sont plus mitigées et 3 s'y opposent totalement. Ces dernières insistent sur le maintien en partie du système actuel. En particulier pour avoir accès à certains produits qui ne peuvent pas être produits localement, pour préserver un cadre concurrentiel et veiller à protéger les emplois.

En tant qu'habitants, nous avons identifié des actions concrètes pour **accroître notre autonomie et adopter des comportements respectueux de l'environnement**. Certaines pratiques actuelles sont à généraliser comme la création de potagers, la confection de conserves et produits ménagers, ainsi que le recours au réemploi.

Nous préconisons **une consommation plus réfléchie, c'est-à-dire bonne pour notre santé et la planète**. Nous préférons aller davantage à l'essentiel et ce qui est



respectueux de l'environnement ou encore restreindre massivement l'acquisition de produits provenant de régions éloignées. Sur l'alimentation par exemple, une partie d'entre-nous préconise une évolution des pratiques avec une alimentation végétarienne – ou avec moins de viande.

Cette **consommation doit désormais aller massivement vers la production locale et de saison et être beaucoup plus sobre** – que ce soient des produits alimentaires ou encore une part importante de notre électricité (par exemple autoproduite par des panneaux solaires). Lorsque nous parlons de **produits locaux**, nous envisageons deux niveaux. Le premier, à privilégier, est défini comme étant **l'ultra-local**, c'est-à-dire proche de notre ville, agglomération, département et/ou lieu de travail. Ce niveau permet de réduire considérablement l'impact en CO2 des produits – et est quelque fois plus

avantageux économiquement qu'en grande distribution. Le second vise à favoriser les **produits nationaux** de l'hexagone et soulève la question de la limitation ou des quotas des produits étrangers.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Une offre de produits locaux respectueux de l'environnement ;
- Des jardins et potagers individuels et collectifs ;
- Des prix attractifs et justes pour les achats locaux et responsables écologiquement (et ainsi reprendre des parts aux achats en ligne qui nous

semblent augmenter les transports de produits et donc les émissions de GES) ;

- Moins de viande, mais de meilleure qualité. De même pour la pêche – une pêche qui ne détruit pas les espèces.

Nous soulignons des points de vigilance pour atteindre ces nouveaux modes de consommation :

- Assurer l'accès aux produits de première nécessité même s'ils ne peuvent pas être produits localement. Nous parlons des produits alimentaires de bases ainsi que le nécessaire pour l'hygiène, y compris les protections féminines ;
- **Procéder par étapes pour réaliser cela. Il ne faut pas créer une situation de blocage ou de pénurie pendant la transition (nous nous inquiétons de l'effet sur l'opinion publique que cela aurait).** Par exemple à très court terme, il faut systématiser des rayons spécifiques dédiés aux producteurs locaux dans les commerces actuels. Mais aussi avec un maillage de ressourceries et de friperies pour avoir moins d'impact CO2 ;
- Se passer de produits culinaires étrangers soulève des préoccupations liées à la variété culturelle au travers de l'alimentation.

Zoom sur le numérique

5 d'entre nous apprécient vivement le numérique mais pour une grande majorité (22 personnes) il est important qu'il soit **beaucoup plus raisonné**. Une personne est plus critique et aimerait pouvoir totalement s'en passer.

Il est omniprésent et contribue à façonner les modes de vie. Son développement ne nous semble souvent pas aller dans le sens des enjeux que nous défendons ici.

La numérisation croissante de notre quotidien a engendré de nouveaux usages mais aussi une dépendance aux objets connectés et aux applications. Ces outils facilitent parfois l'ouverture aux autres, notamment pour les personnes isolées. Cependant, la montée en puissance des démarches administratives en ligne contribue à l'isolement (notamment des personnes âgées en zone rurale) et à la déshumanisation. Face aux risques associés, telles que la propagation de fausses informations (qui existe aussi dans les médias classiques) et la fraude bancaire, il est impératif de cadrer et sécuriser ces outils.

Nous ne voulons pas que ces outils compromettent notre engagement envers une consommation responsable. Nous constatons que le e-commerce est pratique mais qu'il génère aujourd'hui une concurrence déloyale pour les commerçants ayant un pas de porte (coûts de fonctionnement de la structure, produits plus taxés, etc...). Cette situation défavorise l'offre locale et le modèle auquel nous aspirons.

Aussi, nous apprécions souvent les jeux vidéo ou encore les vidéos en streaming, mais sommes conscients des conséquences environnementales. Les achats en

ligne, malgré leurs avantages en termes de prix et de diversité, nécessitent une réflexion sur l'origine, la traçabilité, les modalités de production et de transport.

Ce que l'on souhaite réaliser	Liste de pistes d'action ou modalité d'action à investiguer
<p><u>Vers des pratiques et modèles économiques éco-responsables</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Changer la perception des consommateurs et valoriser la durabilité des produits plutôt que la nouveauté (<i>Action consommer 1</i>); - Modérer l'impact social et environnemental du numérique (<i>Action consommer 2</i>); - Promouvoir une consommation alimentaire responsable et une utilisation durable de l'eau (<i>Action consommer 3</i>);
<p><u>Mieux produire et manger</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la transition de l'agriculture locale et raisonnée ou bio (<i>Action consommer 4</i>); - Pousser à une meilleure répartition des terres agricoles pour garantir la préservation des ressources (<i>Action consommer 5</i>); - Accéder à des produits locaux et sains (surtout pour l'alimentation) (<i>Action consommer 6</i>); - Utiliser la restauration collective pour promouvoir le « mieux manger » et le local (<i>Action consommer 7</i>).
<p><u>Promouvoir un nouveau modèle de production d'énergie</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les citoyens dans la production de l'énergie en soutenant le développement des « collectifs d'énergie citoyenne » (<i>Action consommer 8</i>); - Accompagner les territoires dans le déploiement d'une énergie produite localement (<i>Action consommer 9</i>).

TRAVAILLER

3 d'entre nous soutiennent une transformation complète de l'organisation de la société et de nos emplois. Cette transformation est essentielle à cause du mal-être actuel des employés et de l'effet des entreprises sur l'environnement. **24 personnes pensent que ce changement devrait être progressif** pour éviter de nuire aux employés. **Une personne croit qu'il ne faut pas changer l'économie,** afin de protéger les emplois et les activités qui soutiennent nos régions.

En tant qu'employé ou entrepreneur, nous constatons une capacité – même si elle a des limites - à **influencer positivement notre environnement professionnel.** Certains favorisent le télétravail pour réduire les déplacements, conscientisant ainsi notre impact écologique pendant que d'autres utilisent des déplacements doux. Néanmoins, il est nécessaire de pouvoir laisser le choix du télétravail aux employés et à l'organisation de l'employeur. Cela peut également passer par une flexibilité des jours de travail, décidé en concertation entre collègues et avec la direction. Les lieux de convivialité et de rencontre sont importants pour les liens et participent aux bien-être.

Nous aspirons à **une économie qui se recentre sur les enjeux environnementaux et au déploiement de nouveaux modèles d'entreprises.** Que cela soit en engageant les salariés dans les décisions de l'entreprise ou encore en transformant les activités pour en limiter au maximum l'impact. Dans quels objectifs ? Retrouver le sens du travail, du bien-être, tout en amorçant une transition vers des modèles ne privilégiant pas la rentabilité à court terme.

Malgré tout, nous nous sentons souvent démunis face à des contraintes de notre employeur, ou le fonctionnement du marché pour des artisans pour qui les règles de concurrence ne permettent pas de prendre en compte ces enjeux. Nous craignons que ces évolutions laissent des personnes de côté. Ou encore que des personnes volontaires se mettent en difficulté face à une concurrence qui serait ainsi avantagée par moins de contraintes. C'est pour cette raison que nous proposons d'accompagner les entreprises qui prennent le risque de ces changements.

De manière générale, nous plaidons pour **une réévaluation des critères de réussite.** Ils privilégieront des modèles respectueux de l'environnement. Nous



appelons également à faire évoluer et valoriser la valeur du travail - en garantissant des conditions de vie décentes pour toutes et tous.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Des emplois répondant aux enjeux environnementaux et humains ;
- Des employeurs qui proposent un modèle d'organisation sociale participatif – la démocratie, ce doit aussi être davantage dans les organisations, les entreprises ;
- Des services et des emplois près des lieux de vie. C'est-à-dire, un maillage des zones d'emplois connectées aux villes et aux transports en commun pour éviter la création de ZAC (Zone d'Activité Commerciale) isolées. Au contraire le soutien à la création d'activité doit participer de la réduction des distances entre lieux de vie et de travail ;
- Une rémunération raisonnable - pour pouvoir consommer localement et sainement et davantage d'équité. Réduire l'écart des richesses, les salaires non justifiés.

Ce que l'on souhaite réaliser	Liste de pistes d'action ou modalité d'action à investiguer
<p style="text-align: center;"><u>Encourager les comportements vertueux du côté des employés et des entreprises pour plus de cohérence entre notre travail et nos modes de vie</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Impliquer les entreprises et les institutions dans l'organisation des mobilités de leurs employés (<i>Action travailler 1</i>). - Donner la possibilité de sa flexibilité de temps de travail, sans perdre de l'attractivité (<i>Action travailler 2</i>)
<p style="text-align: center;"><u>Déployer un nouveau modèle économique</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Repenser le fonctionnement des entreprises pour prendre soin de l'environnement et des collaborateurs en déployant l'économie de fonctionnalité (<i>Action travailler 3</i>) - Limiter la prise de risque des entreprises qui changent de modèle économique et/ou qui souhaitent s'adapter à la durabilité. (<i>Action travailler 4</i>)
<p style="text-align: center;"><u>Accompagner les secteurs et emplois non soutenables dans leur transition grâce à des formations adaptées ou encore des parcours en alternance</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les enjeux socio-environnementaux dans tous les cycles de formation (continue ou non) – et obtenir de la création d'emploi concrète dans les entreprises respectueuses des transitions. (<i>Action travailler 5</i>)

SE DEPLACER

Nos modes de transport ont beaucoup été discutés. **7 personnes sont trop attachées à leur voiture pour s'en passer**, surtout pour la liberté de déplacement qu'elle offre. **3 ne peuvent pas envisager de s'en passer mais y sont ouvertes**. **17 aimeraient moins l'utiliser, voire pas du tout**, mais cela nécessite des changements dans notre environnement.

En tant qu'habitants, nous sommes conscients de l'importance de changer nos habitudes de déplacement en faveur de **modes plus durables et actifs** tels que la marche, le vélo et les transports en commun. Certains témoignent de la difficulté initiale, mais soulignent – quand ils ont pu franchir le cap - les avantages : « c'est bon pour la santé et le porte-monnaie ! ».

C'est cependant impossible pour beaucoup en l'état. Faute d'autres solutions en particulier en milieu rural, où nous sommes dépendants de la voiture pour travailler, emmener nos enfants à l'école, pratiquer des loisirs ou encore faire des courses.

Pour que ces évolutions se réalisent nous devons avoir accès à :

- Des services de transports adaptés aux territoires et répondant aux différents besoins (familles nombreuses, genre, âge, handicap, etc.) ;
- Un mix de solutions pour faciliter l'évolution des pratiques - c'est-à-dire des alternatives à la voiture individuelle et des évolutions de transports en commun ou d'autopartage (à la fois avec une offre plus importante en particulier en milieu rural et une tarification plus attractive – notamment dans certaines villes). Des alternatives de voitures individuelles plus sobres existent également et méritent d'être davantage utilisées plutôt que les SUV ;
- Des routes plus sûres et des infrastructures de qualité – notamment pour que tous les modes de déplacement se côtoient facilement – ce qui n'est pas toujours le cas en milieu rural notamment ;
- Des conseillers sur les mobilités durables.

Ce que l'on souhaite réaliser	Liste de pistes d'action ou modalité d'action à investiguer
<u>Abandonner progressivement la voiture individuelle</u>	- Développer la voiture partagée, qui regroupe le covoiturage et l'autopartage. (<i>Action se déplacer 1</i>) ;
<u>Développer les transports collectifs</u>	- Développer une offre diversifiée de mobilités : mobilités actives et transports en commun (<i>Action se déplacer 2</i>) ;
<u>Massifier l'utilisation du vélo</u>	- Mettre en place un réseau d'infrastructure vélo, notamment pour les petits trajets (moins de 5 km) pour lequel il est plus simple

	d'abandonner la voiture. (Action se déplacer 3);
<u>Substituer les véhicules polluants par des véhicules plus sobres et plus petits (ou intermédiaires)</u>	- Disposer de moyens de déplacements qui soient compatibles aux besoins individuels tout en étant moins impactant sur l'environnement (Action se déplacer 4).



« En 2050, Lyon aura la température qu'avait Madrid en 2020, Paris sera au niveau d'Istanbul, La Finlande sera au niveau de l'Allemagne. »

Daniel Gilbert - professeur d'écologie au CNRS et à l'université de Bourgogne-Franche-Comté

PARTIE 2

Propositions d'actions





INTRODUCTION

Les conditions individuelles et collectives à réunir



MODE DE VIE SOUHAITE

Vivre dans le respect de soi, des autres et des espèces non-humaines

ACTION Introduction 1

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Multiplier les lieux de sensibilisation et développer la formation tout au long de la vie

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Dans la formation – à tous les âges**

- Pour les enfants et les adolescents, cela veut dire passer par des enseignements à l'extérieur : par exemple apprendre à compter en comptant des espèces vivantes ou encore en multipliant le dispositif de zones de biodiversité dont des écoles ont la responsabilité. Un quota pourrait être défini de temps à passer dehors. Pour réaliser ces formations, les écoles, collèges et lycées doivent pouvoir aller au-delà du quota de 36 heures par an en extérieur (constat que s'il y a une activité sportive hebdomadaire, il n'y aura pas d'heure disponible pour toute autre activité en extérieur) ;
- La découverte des autres passe aussi par le voyage. En rencontrant des personnes d'autres pays les jeunes apprennent beaucoup ;

En lien avec l'action « Se rencontrer 4 »

- L'écologie doit être omniprésente dans tous les enseignements, à tous les âges c'est-à-dire aussi dans toutes les formations pour adultes (formations initiales comme continues) ;

En lien avec l'action « Travailler 5 » - programmes de formation des professionnels

- **Multiplier les leviers afin de sensibiliser toute la population via des actions / expérimentations initiées par les collectivités territoriales.** Par exemple lors d'évènements festifs connu par les habitants du territoire.

En lien avec l'action « Se rencontrer 1 »

Point d'attention : au travers de ces éléments, nous cherchons à veiller à ce que chacun devienne ce que nous pourrions appeler un « écocitoyen ». Cela pose la question de qui décidera de ce que c'est exactement. Nous avons notamment échangé sur la mise en place d'un service écocitoyen en faveur de l'environnement pour toutes et tous (comme il y a eu un service militaire). Mais qui décidera de ce que l'on y met ?

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Changer la posture de l'ensemble de la population envers la biodiversité et l'environnement.

MODE DE VIE SOUHAITE

Prendre soin de notre démocratie

ACTION Introduction 2

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Mettre en place de nouveaux mécanismes pour plus de transparence, de probité et de reddition de comptes

Nous avons besoin d'une adéquation entre le discours et les faits. Cette exemplarité à tous les niveaux est essentielle pour la confiance et l'engagement de toutes et tous (notamment reconnaître et communiquer sur les erreurs). **Nous préférons voter pour des projets plutôt que pour des personnes.**

Aussi nous sommes en faveur d'une **démocratie plus présente dans nos quotidiens**. C'est-à-dire où chacun peut être amené à contribuer à des décisions, notamment à l'échelle locale, dans son lieu de travail ou encore son école. Plus largement, notre démocratie doit tenir **au centre de toute décision les contraintes environnementales**. Nous devons réinterroger toutes nos manières de faire au travers du prisme de l'avenir de la planète

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Apprendre à faire et décider ensemble**
 - o Dès l'école et dans les formations, plus de démocratie et des projets concrets décidés et/ou faits par les enfants (choisir les sorties par exemple). Des enfants et jeunes qui pratiquent régulièrement la codécision l'appliqueront aussi dans leurs vies d'adultes et la société ;
- **Chacun contribue à des décisions**
 - o Des projets dans les communes, les quartiers où l'on fait ensemble, même des projets très modestes ;
 - o De la démocratie dans les entreprises avec l'association des salariés ;
 - o Une gestion participative des budgets / budgets participatifs ;
 - o Des groupes de citoyens associés sous forme de convention citoyenne ;

C'est essentiel de pérenniser ce type de modalité de contribution. Mais il s'agit surtout d'affiner la place de ces dispositifs dans la gouvernance plus large. **Ils doivent s'inscrire dans une évolution institutionnelle avec du dialogue entre élus, administrations et citoyens engagés dans ces dispositifs. L'après est essentiel avec l'instruction, une transparence sur la mise en place des propositions et les impacts.** Par ailleurs, dans les modalités mises en place, il faudra toujours prendre en compte que les citoyens tirés au sort n'arrivent pas à égalité avec tous leurs interlocuteurs (des élus ou services habitués à des modes de fonctionnement, des jeux d'acteurs ou encore rhétoriques). Enfin, l'échelle régionale mais aussi des bassins de vie (la communauté de communes) nous semblent intéressantes pour ce type de dispositifs ;

 - o Des modalités de démocratie directe dans certaines situations : telles que le référendum ou referendum d'initiative citoyenne ;
 - o Renforcer la participation des citoyens à la politique locale : que chacun participe au moins une fois dans sa vie à une campagne locale. Nous nous interrogeons sur la bonne manière de faire pour prévenir des effets indésirables. Tout le monde n'est notamment pas prêt à afficher ses inclinaisons politiques.

- **La lisibilité et l'explication des votes et actions de nos représentants politiques (à tous les niveaux).** Nous sommes d'accord sur les finalités, mais nous nous interrogeons encore sur les meilleures modalités pour les réaliser. Ces évolutions soulèvent des questions - par exemple, le referendum seul suffira-t-il à faire des choix bien informés, avec un temps et des modalités de réflexion suffisants ? ;
- **Renforcer la démocratie représentative**
 - o La probité des candidats : par exemple via un casier judiciaire vierge, ou encore une vérification factuelle des affirmations des candidats. Cette exemplarité doit aussi être dans les gestes du quotidien. Par exemple par le déplacement au maximum en train, ou quand ce n'est pas possible dans des avions de ligne ;
 - o Rendre des comptes : par exemple avec un programme électoral chiffré, un suivi de la réalisation des engagements des personnes élues ;
 - o La reconnaissance et valorisation du vote blanc est également importante.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Prendre des décisions qui soient dans l'intérêt de la planète, des générations futures et des habitants d'aujourd'hui dans leur diversité.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Revoir nos priorités, définir et porter de nouvelles valeurs dans notre société

ACTION Introduction 3

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Des valeurs de réussite et la notion de « richesse » tournées vers le bien-être, la bienveillance, le vivre ensemble, la solidarité – entre-nous, mais aussi vers les autres espèces vivantes et les générations futures.

Dans quel objectif ? Sortir d'un impératif de profit, de croissance, de marqueurs sociaux qui valorisent les signes de richesse. **C'est-à-dire passer d'une logique de compétitivité à une logique de coopération, de partage** de connaissances, de ressources et d'expériences. Toutes ces valeurs doivent se traduire et être lisibles dans notre quotidien en prévenant tout "green washing".

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Revoir les processus de décision** pour qu'ils prennent en compte prioritairement l'environnement et notre bien-être collectif ;
- **Réévaluer tous nos processus et modes de fonctionnement** pour intégrer le respect des enjeux planétaires (climat, biens communs, biodiversité) ;
- **Systématiser une éco-conditionnalisation ambitieuse de toutes les aides ;**
- **Revoir les modalités de création et de contrôle de toutes les organisations ;**
- **Rajouter des critères stricts d'évaluation des activités /** étendre les contraintes pour prendre systématiquement en compte l'environnement et la préservation des ressources ;
- **Créer de nouveaux indicateurs** - pas uniquement basés sur une évaluation économique - en intégrant le bonheur/bien-être, la biodiversité et les GES par exemple. De la même manière qu'il y a un nutriscore, nous devons labelliser les actes de consommation. Par exemple via le niveau de réparabilité des produits, mais attention à la bonne notation qui ne soit pas tournée vers l'intérêt des grands groupes (c'est une des limites aujourd'hui

du nutriscore qui note mal des produits bons et indispensables à notre santé tels que l'huile).

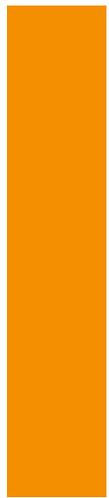
ACTION Introduction 4

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Tendre vers davantage de contraintes pour prendre beaucoup plus en compte l'urgence environnementale.

Des contraintes qui s'appliquent à toutes et tous de manière équitable.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Un « code de l'environnement » dans le quotidien** : de la même manière qu'il y a un code de la route qui pose les contraintes qui peuvent ensuite être objectivement contrôlées et faire l'objet d'amendes ou peines en cas de non-respect. Nous avons appris qu'il y a un code de l'environnement, mais aussi que tel qu'il est ce sont de grands principes. Nous recommandons à l'inverse quelque chose de très précis et connu de tous ;
- **Proposer des mécanismes équitables** :
 - o **Quels que soient les différents niveaux de richesse**. Par exemple sur le voyage, il nous semblerait légitime que chacun dispose d'un « pass carbone » sans possibilité de le vendre. C'est-à-dire que chacun puisse réaliser un nombre limité de kilomètre sans pouvoir les donner (de la même manière que nous ne pouvons donner les points de notre permis de conduire) ;
 - o **Entre les rythmes et contraintes des personnes** : nous constatons que l'offre de services ou encore de transports publics est souvent adaptée aux horaires les plus courants. Mais contraindre l'utilisation de la voiture sans discernement serait injuste pour des personnes en horaires décalés ;
 - o **Entre différentes autorités publiques** : aujourd'hui certains territoires ont des moyens mais aussi les compétences pour capter les subventions pour réaliser la transition. Il faut rompre avec ce système qui relève de la compétition et aller vers les territoires qui n'ont pas ces compétences en les accompagnant pour avancer dans leur transformation. Il y a aussi des services d'Etat délégués dont certains territoires ne s'emparent pas. Sur la rénovation par exemple, il y a des territoires où les aides ne sont pas ou très difficilement proposées ;
 - o **Entre types de territoires** : les territoires ruraux ou des communes péri urbaines peuvent être très dépendants de la voiture. Les évolutions doivent être adaptées à ces spécificités (nous l'avons vu avec la crise des gilets jaunes) – l'écologie n'est pas réservée aux villes.
- **Aides pour accompagner les personnes en difficulté** – selon une logique compensatoire. Notamment, expérimenter des mécanismes pour accompagner les personnes modestes mises en difficulté par les mesures de transition.



SE RENCONTRER

Ce qui nous lie



MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Susciter une vie locale intense et tournée vers le partage

ACTION SE RENCONTRER 1

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – A la fois créer ou intensifier les moments partagés et de rencontre, et créer des lieux qui font vivre les valeurs que nous défendons.

Ces lieux, activités (dedans et dehors) et ces événements proposeront une grande diversité d'activités pour toucher la population dans sa diversité. Ces lieux – ou tiers lieux - intensifieront le lien social, la connaissance entre toutes et tous.

Par ailleurs, nous tenons à ne pas séparer tout ce qui génère du lien entre les habitants (les fêtes, loisirs...) et la co-élaboration. Il s'agit ainsi de toucher le plus grand nombre, d'opérer ensemble et de manière joyeuse la transition. Tous les temps festifs peuvent aussi contribuer à réfléchir ensemble, dialoguer et lancer des initiatives pour préserver notre environnement et nous adapter à ces évolutions. Ces événements valoriseront nos différences, toutes nos cultures en prenant en compte la dimension environnementale – par exemple sur la gastronomie – la valoriser car elle contribue à nos liens, notre histoire, et la faire évoluer pour nous centrer sur l'essentiel : le lien, la célébration, les goûts, tout en veillant à réduire ces impacts sur l'environnement (moins de viande et de poisson – de meilleure qualité).

Créer ces espaces collectifs partagés de qualité sera lié à la disparition de certains services ou propriété de biens à l'échelle individuelle (par exemple de la perceuse). Ces lieux et des usages partagés seront ainsi incontournables.

Ces rencontres et ces activités nous détachent des médias et des smartphones parfois trop présents dans nos vies.

Nous constatons la difficulté à partager des informations et connaissances essentiels à la transition. Cette intensification de la vie locale contribuera à transmettre toutes ces informations pour accéder aux produits ou encore services locaux. Une attention sera apportée à l'information sur ces activités dans tous ces lieux mais aussi dans les lieux clés de la vie collective (tiers lieux, mairie, MJC (Maison des Jeunes et de la Culture) et autres lieux recevant du public).

COMMENT ON LE FAIT ?

Il faut adapter les propositions à chaque territoire, pour s'appuyer sur ce qui existe déjà. Un accompagnement de chaque territoire permettra de mettre en œuvre les solutions adaptées décrites ci-après.

Les différentes solutions que nous proposons :

- **Créer et/ou identifier un lieu pour réunir les dynamiques locales :**
 - o Créer un lieu multi-activité ou « tiers lieu » dans toutes les communes qui ont peu de lieux pour se rencontrer et d'offre de services (du café-épicerie, à la poste, en passant par des activités collectives de loisirs – club tricot, concert, baby-foot, cartes ou encore soirée bingo) pour réaliser les modes de vie que nous

- souhaitons – ce sont aussi des lieux pour s’informer et organiser les services de partage (matériel de sport, jardinage, bricolage...);
- Lorsque ce n’est pas possible (par exemple parce qu’il y a peu d’habitants) – avoir un « café-bus itinérant » qui s’installe à heures fixes ;
 - Une ou des personnes référentes centralisent et partagent l’information dans ces lieux (sur les activités, événements...). Notamment sur un panneau pour les personnes n’utilisant pas le numérique ;
- **Proposer une animation et des services de qualité dans ces lieux :**
 - Par des personnes formées à leur animation et dont l’emploi peut être mutualisé pour répondre à plusieurs besoins du territoire (c’est-à-dire créer un temps plein ou partiel attractif en mutualisant plusieurs services qui se matérialisent dans ce lieu) ;
 - Lorsque les personnes qui animent le lieu sont bénévoles : leur donner accès à des formations, les mettre en réseau et mutualiser des ressources (par exemple des personnes ou associations qui interviennent pour de l’animation autour de la transition ou encore de la culture) ;
 - **S’appuyer sur les événements qui existent déjà pour faire connaître tout ce qui se fait et contribue aux modes de vie que nous prônons.** Nous pensons par exemple aux événements sportifs (courses à pied locales) ou encore à des fêtes gastronomiques (événement pour faire du vin). Proposer dans ces événements **des temps de dialogue et de co-construction** dans ces lieux et tous les événements locaux. Ils sont tournés vers la transition et une démocratie locale plus intense ;
 - **Déployer des initiatives pour mettre en œuvre la transition.** Nous sommes exigeants dans la qualité de ces interventions. Des personnes dont c’est le métier doivent intervenir pour animer des ateliers, faire se rencontrer professionnels et citoyens (par exemple des naturalistes et/ou des personnes qui permettent de réfléchir sur des problèmes de société) ;
 - **Faciliter l’accès aux équipements sportifs publics comme privés.** Notamment en recensant tous les lieux – que ce soient des stades, ou encore cours d’école, puis en faciliter l’accès. Ce peut être fait sous forme d’expérimentation dont les résultats sont partagés entre collectivités. Cela permet d’augmenter l’offre sans nouvelles constructions ou étalement urbain. Des modalités d’accès davantage adaptées aux différents rythmes de la population pourront être testées. Par exemple, un encadrant qui coordonne les créneaux d’utilisation, peut accompagner des pratiques mais aussi le prêt de matériel entre usagers et/ou mis à disposition par la collectivité. Du matériel peut également être installé dans des lieux publics et parcs (parcours sportifs, vélos elliptiques).

Quelques précisions sur les « tiers lieux »

Ces tiers lieux sont des zones d’expérimentation pour tester des manières de faire et décider ensemble (la gouvernance). Ce sont surtout des lieux où des choses concrètes se font : le réemploi, des services (accès à du matériel en prêt par exemple), des activités sociales et culturelles... La collectivité locale est impliquée pour soutenir, accompagner les différents types d’acteurs, de publics, d’habitants...

Le groupe transverse constate que ces lieux fonctionnent beaucoup **en milieu rural** parce qu’il n’y a pas autre chose – dans ces territoires où il y a moins on va plus vite parce qu’il n’y a pas d’autres ressources. L’agilité de ces structures est soulignée : par exemple pendant la pandémie des tiers lieux ont mis en place une création de masques en un rien de temps. Ils les ont fabriqués, puis distribués.

Ces lieux sont aussi utiles en milieu urbain mais parfois moins lisibles car il y a une offre plus importante en ville. En ville ces lieux sont davantage orientés sur du culturel/ du créatif.

Nous tenons cependant à développer (et maintenir quand ils existent) ces lieux **en milieu urbain**. Il y a beaucoup plus d'offre dans les villes. Mais nous tenons à développer cet autre modèle. Des lieux qui ne soient pas tournés vers la consommation et qui réunissent tous les publics, toutes les générations. Il faut notamment s'appuyer sur les centres sociaux, les maisons de quartier qui peuvent progressivement devenir ces lieux.

Une **série d'outils** sont déployés pour mettre en œuvre tous ces points :

- Proposer des appels à projet pour financer des projets coconstruits et d'initiative citoyenne (commencer par 100 lieux accompagnés par le Conseil régional) ;
- Soutenir et capitaliser sur les associations de village qui existent déjà, les aider à se renouveler et les faire vivre – notamment par l'animation d'un réseau et d'une ingénierie d'accompagnement et outillage de tous ces lieux, tiers lieux et acteurs de la coordination de l'animation locale ;
- Des postes rémunérés pour organiser et animer ces lieux ou lorsque ce n'est pas possible un accompagnement des bénévoles ;
- Des formations pour professionnels et bénévoles. Notamment à mobiliser, animer et co-construire ;
- Pour les lieux existants, notamment les MJC (Maison des Jeunes et de la Culture) ou encore les maisons de quartier en milieu urbain, développer une coordination pour que les professionnels réfléchissent et fassent évoluer leurs pratiques. Pour contribuer à la transition, croiser les publics et faire connaître toujours mieux les activités ;
- Des démarches d' « aller vers » les personnes isolées. Nous constatons que des centres sociaux et d'autres lieux ne vivent pas en dehors de leurs murs. Il faut se faire connaître et aller chercher les publics. Notamment les personnes âgées, dépressives ou tout simplement mal informées doivent être sensibilisées. Il faut régulièrement informer dans l'espace public et rendre visite aux personnes dès que c'est possible et les amener à venir à des événements.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- D'accéder aux « bonnes informations » sur la vie locale mais aussi l'environnement au travers de ces événements et lieux ;
- D'élargir les publics. L'objectif est bien de toucher tout le monde quels que soient les intérêts. Ces lieux proposeront des services que l'on ne trouvera plus ailleurs (cf services partagés de bricolage, un café et des services publics – en lien avec l'action « Habiter 8 ») ;
- Mise en place d'ateliers tournés vers l'évolution des modes de vie dans les tiers lieux, écoles, salles des fêtes – des ateliers de couture qui permettent de faire soi-même et d'augmenter la durée de vie des vêtements ou encore des cours de cuisine qui aident à se nourrir sainement, de saison et local ;
- La meilleure lecture de l'offre permet d'augmenter la fréquentation des associations, activités et autres événements.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Faire ensemble autrement

ACTION SE RENCONTRER 2

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Nous voulons que chacun d'entre-nous à différents moments dans une année contribue à **définir ou mettre en place des projets dans sa commune, son quartier, son entreprise ou encore son école**. Ces contributions se réaliseront dans des cadres d'échanges et de co-construction adaptés aux valeurs que nous défendons.

COMMENT ON LE FAIT ?

- Des **animations toujours participatives** – il s'agit d'être **tournés vers l'action**, même modeste pour commencer (des conférences « descendantes » n'aident pas à apprendre et à faire autrement). Il est essentiel d'apprendre en agissant ;
- **S'entraîner à l'empathie**. Apprendre à écouter les autres et à comprendre le fonctionnement des humains. Cela se fait dans l'animation des lieux et activités que nous proposons. Cela se fait aussi à l'école, dans les lycées et toutes les formations (ex. de la « méthode Kanak », reformulation de ce qui a été dit). Comprendre notre fonctionnement biologique permet également de lutter contre certains de nos travers (sortir d'approches égoïstes et accepter les règles du partage et du vivre ensemble) ;
- **Généraliser les pratiques d'apprentissage de la biodiversité et de la préservation des ressources telles que l'eau et de leur protection**. Des élèves de certaines écoles sont responsables de la protection de zones de biodiversité à proximité de leur établissement. Il faut généraliser ces initiatives. Les enfants contribuent notamment à sensibiliser leurs familles ;
- **Sensibiliser à l'impact des animaux de compagnie et aux solutions pour les prévenir**. Les chats par exemple déciment des espèces d'oiseaux. En Allemagne, il est interdit qu'ils soient à l'extérieur pendant la période de nidification des oiseaux⁴ ;
- Par **la formation et l'outillage de toutes les personnes qui interviennent** auprès de tous ces publics ;
- **Des événements avec des challenges, ou encore des ateliers avec des tailles de groupes raisonnables pour co-construire** et se comprendre (10 à 20 personnes pour des ateliers autour de la transition par exemple) – à l'image de ce que la Région a mené dans le cadre du festival des solutions écologiques ;

Des actions portées par...

- **... les particuliers** : type « fête des voisins et de la biodiversité », ouverture d'un jardin pour mettre en place une gestion nouvelle et différenciée qui respecte la biodiversité (cf action « Habiter 3 »), nettoyer des sites ;
- **... les collectivités** : mise en place de parcours autour de l'environnement : découverte de la biodiversité locale ou patrimoine vivant remarquable. Ou encore des activités artistiques à base de produits recyclés. Conditionner les aides à des événements et organisations à la prise en compte de ces approches pédagogiques et de l'environnement.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Généraliser un changement de posture et de valeurs dans notre société ;
- Massifier le passage à l'action, même en débutant par des actions qui semblent modestes.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Proposer une offre de loisirs locale pour s'adapter aux évolutions climatiques

ACTION SE RENCONTRER 3

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Adapter nos activités de loisirs aux évolutions du climat. C'est-à-dire conjuguer la limite des ressources, notre bien-être / bien-vivre, et l'augmentation des températures.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Garantir la présence dans chaque quartier et village d'une piscine collective** ouverte pendant les périodes de chaleur et ainsi contribuer à prévenir la construction de piscines privées. L'exemple de l'Espagne a été partagé où chaque village a une piscine où les habitants se retrouvent tout au long de l'été. Il faut aussi anticiper la réutilisation de l'eau des piscines ;
- **Créer des îlots de fraîcheur** pour pique-niquer, jouer entre enfants dans tous les bourgs et quartiers – dans les campagnes assurer un maillage suffisant pour que tout le monde puisse y accéder sans prendre sa voiture.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Contrôler notre gestion de la ressource en eau pour nos loisirs ;
- Se rafraîchir sans pour autant avoir notre propre piscine ou recourir à une climatisation ;
- Penser aux activités pour tous les publics – par exemple aux jeunes dans certaines zones rurales ;
- Proposer une transition joyeuse et équitable – c'est aussi un symbole fort de proposer un accès à toutes et tous à des jardins et des espaces aquatiques.



⁴ Avis minoritaire : deux personnes ne sont pas d'accord, car elles ne souhaitent pas enfermer leur chat.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Profiter de ses vacances sans contribuer aux émissions de gaz à effet de serre

Rappel - Pour autant, ce n'est pas un renoncement à voyager loin. Une majorité de membres de la convention a souligné qu'à travers les vacances, c'est essentiel pour eux de découvrir, d'apprendre, vivre quelque chose de très différent de leur quotidien. La dimension sensorielle est également soulignée, en changeant de paysages, d'odeurs (« sentir la mer ») ou de goûts. Enfin, c'est le meilleur moyen de « déconnecter » en changeant radicalement de son contexte quotidien.

Beaucoup sont prêts à envisager de voyager loin moins souvent. Mais se pose alors la question du prix. Beaucoup n'auront pas les moyens de voyager en France. Aujourd'hui, voyager plus loin s'avère souvent moins cher.

ACTION SE RENCONTRER 4

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Développer l'offre touristique et de loisirs de proximité :

C'est-à-dire à la fois diversifier l'offre touristique et qu'elle s'inscrive aussi dans la transition écologique.

Nous avons parlé de valoriser le tourisme immobile, pour penser davantage à ce que l'on peut apprendre et découvrir d'exotique près de chez soi.

Que voulons-nous dire par proximité ? En Région BFC, mais aussi dans d'autres Régions et pays accessibles par des modes de transport moins émetteurs de gaz à effets de serre que l'avion. Voyager loin contribue à détruire la planète. Nous pensons notamment à des alternatives comme le train, mais aussi au bus et à la voiture lorsque cette dernière fait le plein de passagers.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Apprendre à apprécier tout ce qui est en proximité :**
 - o Le stimuler par des leviers financiers : des chèques vacances dédiés à la proximité (à voir si c'est national ou régional) ;
 - o S'appuyer sur la campagne de communication « sortez chez vous » du Conseil régional et l'intensifier. Il y a un déficit d'information pour savoir ce qui peut se faire en proximité en BFC ;
 - o En apprenant aux enfants à apprécier d'autres manières de voyager : organiser les voyages scolaires loin en train ou encore en randonnée itinérante à pied et à vélo avec sacoches dans des parcs régionaux. Avec des temps à posteriori pour partager les avantages du voyage, prendre conscience de ses attraits : ce que chacun a pu faire dans le train, observer... ;
- **Apprendre à voyager loin autrement** en créant des opportunités :
 - o Par des leviers financiers ponctuels en proposant à tout le monde ou à des publics cibles des billets de train à quelques euros pour les vacances (par exemple des familles modestes). De manière générale repenser la fiscalité autour du train et de l'avion pour que le premier soit le plus attractif financièrement ;
 - o Prendre en compte l'impact environnemental négatif si l'on voyage très loin. Les participants se sont interrogés sur les formes de contrôle, d'incitation ou de contrainte : limiter à x kilomètres, ou y voyages en avion dans une vie ou encore taxer fortement ? ;

- Faciliter des solutions de co-voiturage pour les vacances. Les promouvoir pour des déplacements en BFC, mais aussi vers d'autres régions et pays ;
- Une offre d'échange de maison en France pour limiter le coût du voyage que nous trouvons souvent cher dans notre pays ;
- Questionnements de participants : quels sont les bons leviers pour aller loin dans des prix accessibles ? Le bus ? Le co-voiturage ? ;
- **Développer une offre de proximité / Régionale :**
 - Proposer une offre variée pour qu'un maximum de personnes s'y retrouvent. Quelques catégories : culinaire, historique, nature ou encore pour des « sensations fortes » (ex.: canyoning), culture, destinations accessibles en train... ;
 - Développer en priorité une offre en lien avec l'évolution des modes de vie et des apprentissages. Une offre s'appuierait sur les acteurs de la transition, tels les POTES – Pionniers Ordinaires de la Transition Ecologique. Cette offre écotouristique permettra d'inspirer de nouvelles pratiques écologiques ou encore d'apprendre sur les espèces vivantes. Ces initiatives doivent amener à faire. C'est en faisant par soi-même (par exemple en observant et en cherchant des espèces), que l'on change (plutôt qu'en recevant une information par un simple discours) ;
 - Des produits clés en main pour faciliter la randonnée : par exemple des parcours de gare en gare, des activités parcours santé ou encore parcours biodiversité. Cela peut notamment prendre des formes nouvelles s'inspirant des escape games mais autour de la découverte des espèces endémiques ;
 - La randonnée et les activités de nature sont des moments qui nous permettent de nous parler, mais aussi de proposer des temps de découverte avec des intervenants qui attirent l'attention sur la biodiversité ou encore l'histoire des lieux. La randonnée est également adaptée à la rencontre entre générations. Proposer un cadre rassurant pour des activités de nature. Des femmes craignent aujourd'hui de se lancer sur des chemins peu fréquentés ;
- Préserver **les sites naturels avec des quotas de fréquentation** dès que nécessaire. Des modalités d'inscription et de répartition de la fréquentation sont envisageables comme cela se fait dans les musées ou encore des parcs naturels régionaux ;
- Améliorer l'**accessibilité de sites en transports collectifs et actifs** – des sites sont aujourd'hui très compliqués d'accès en train, vélo ou bus ;
- **Renouveler l'imaginaire autour du voyage et du temps libre.** Aujourd'hui, les découvertes et destinations lointaines sont très valorisées. C'est effectivement très attractif et satisfaisant, mais d'autres approches apportent aussi beaucoup et le sont beaucoup moins. Un levier discuté entre nous :
 - Apprendre que le trajet fait partie du voyage pour valoriser les modalités de voyage plus lentes – par exemple avec une réflexivité lors d'un voyage scolaire en train sur ce que nous a apporté ce mode de voyage.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Montrer que ce qu'il y a à faire en BFC peut être exotique ;
- Apprendre sur l'environnement et des modes de vie adaptés au travers d'activités ludiques ;

- Contribuer à notre bien-être en faisant davantage d'activités bénéfiques à notre bien-être (nature, marche, apprendre à cuisiner des produits de saison...) – mais aussi en contribuant aux enjeux environnementaux.



HABITER



MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Intégrer la biodiversité dans nos manières d'habiter (en zone urbaine ET rurale)

ACTION HABITER 1

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Mettre en place un pôle régional de préservation et de renaturation des villes, communes et campagnes pour multiplier le rythme de renaturation actuel.

Dans quels objectifs ?

- Partager les connaissances entre les acteurs et proposer des projets ambitieux répondant aux contraintes des territoires ;
- Donner la priorité à la préservation de la nature et non à sa réparation (qui ne peut avoir les mêmes effets).

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Mobiliser les acteurs du domaine** (ARB - Agence régionale de la biodiversité – LPO, Ligue de protection des oiseaux, etc.) dans la mise en place du pôle d'expertise pour accompagner les territoires ;
- **Intégrer l'expertise du pôle dans la révision des PLUi** (Plan local d'urbanisme intercommunal) en incitant les territoires à :
 - o Systématiser la participation des citoyens non politisés et en dehors de la société civile organisée ;
 - o Intégrer des contraintes liées au verdissement et à la place donnée à la biodiversité dans toute nouvelle construction ;
 - o Développer un plan de végétalisation ambitieux dans les centres urbains.

ACTION HABITER 2

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Multiplier les corridors écologiques pour lutter contre la perte de la biodiversité en zone agricole et rurale.

Nombre d'espaces agricoles sont confrontés à la disparition de la faune et de la flore et créent ainsi des déserts de biodiversité. Le réaménagement de ces terres est crucial pour permettre à la nature de vivre en harmonie avec l'Homme.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Conserver et préserver les haies bocagères et bosquets existants.** Le captage carbone des nouvelles plantations demande des années et n'est pas immédiat ;
- **Proposer des subventions adaptées aux agriculteurs leur permettant d'agir pour la biodiversité et la nature à l'échelle de leur exploitation.** Plusieurs pistes proposées (à faire évoluer en fonction des exploitations) :
 - o Installation systématique de haies bocagères ;
 - o Récompenser la préservation des arbres existants ;
 - o Installation de niches écologiques et îlots de biodiversité proches les uns des autres.
- **Expérimenter une réorganisation voire une redistribution foncière des terres conciliant :**
 - o Un remembrement des parcelles luttant contre les déserts de biodiversité ;
 - o Lors de la réorganisation foncière des terres, faire passer sous gestion des autorités publiques les corridors de biodiversité et des

ressources (exemple de l'eau) pour redonner la capacité aux autorités publiques de lutter contre leur mauvaise gestion.

En lien avec la proposition « Consommer 5 »

Ces propositions sont adaptées à tous les secteurs d'activité ayant de grands espaces à disposition (les industries sont aussi concernées).

ACTION HABITER 3

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Nature en ville, lutter contre la minéralisation et l'urbanisation des territoires.

La priorisation voire l'**intégration systématique de la biodiversité** en zone urbaine pour repenser la ville de demain : une ville verte qui laisse vivre la nature et qui n'est pas domptée par l'Homme.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Renforcer le coefficient biodiversité, déjà présent dans les Plan locaux d'urbanisme, en renforçant le nombre de mètres carrés d'espace végétalisé par habitant et en y dédiant un volet pour la biodiversité essentiellement.** Dans quel objectif ? Imposer aux communes de redonner de la place à la nature sur la voie publique mais aussi des espaces de qualité pour la faune et la flore.

Exemples d'espaces végétalisés dédiés aux humains :

- *Espaces de jeux végétalisés ;*
- *Cours d'école végétalisées ;*
- *Ilots de fraîcheur ;*
- *Désimperméabilisation des sols – exemple avec les parkings ;*
- *Bâtiments végétalisés.*

Exemples d'espaces végétalisés dédiés à la biodiversité :

- *Nichoirs ;*
- *Espaces naturels préservés de l'Homme.*
- **Créer des instances de travail collectives entre élus et habitants** pour coconstruire ces transformations en quelques étapes : diagnostic, plan d'action, réalisations.
- **Accompagner les entreprises et les particuliers dans la végétalisation de leur bâti et de leur jardin pour davantage de biodiversité.**

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Lutter contre la perte de la biodiversité ;
- Retenir et lutter contre les inondations ;
- Garder l'humidité et la fraîcheur ;
- Faire évoluer les mentalités quant à la propreté des espaces urbanisés. Remettre la terre, la moisissure, le cycle de la vie de la flore comme une normalité en ville ;
- Travailler la perméabilisation des sols – les responsables de communes doivent prendre conscience des atouts et impacts positifs du verdissement de l'espace public. Les places de parking ou encore les trottoirs sont des exemples d'espaces déminéralisables. Cela créera un espace public plus attractif et préviendra les îlots de chaleur.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Prévenir l'étalement urbain et les déplacements grâce au renouvellement du modèle foncier classique, c'est-à-dire le modèle pavillonnaire et de la maison individuelle avec jardin.

ACTION HABITER - 4

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Déployer des outils et moyens de planification à la bonne échelle de territoire (notamment pour les territoires ruraux et les petites et moyennes villes).

Avec aujourd'hui 60% de maisons individuelle en Bourgogne-Franche-Comté, l'attrait pour ce type de terrain est réel. Pour autant face à l'augmentation du nombre de logements alors que la population diminue, nous devons rechercher de la sobriété foncière.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Une montée en puissance des Communautés urbaines (EPCI) sur la planification des habitats, services et zones d'emploi.** Les activités sont à penser à l'échelle des bassins de vie pour limiter l'étalement urbain et proposer des centralités qui répondent aux besoins de services du territoire. Comment y arriver ?
 - o **Rééquilibrer le droit à l'artificialisation des sols entre centralités attractives regroupant davantage d'habitants, de services et d'emplois** (et ainsi limiter réduire les distances parcourues) et des **centralités perdant des habitants et devant se concentrer sur la rénovation des habitats** ;
 - o A l'échelle des bassins de vie maintenir un **minimum de services essentiels** (écoles, santé, etc.) malgré la diminution de la population. Focus sur l'offre de santé : veiller au maillage du territoire et réguler l'implantation pour rétablir de l'équilibre (aujourd'hui des zones sont très dotées et d'autre dépourvues) ;
 - o Dans **les nouvelles constructions** :
 - Donner la priorité aux petits collectifs (notamment dans les zones rurales) avec un à deux étages avec un accès extérieur ;
 - Augmenter le coefficient de biodiversité demandé par terrain⁵ pour les maisons individuelles ;
 - o Privilégier les écoquartiers qui s'inscrivent dans une démarche vertueuse ;
 - o Inclure un coefficient biodiversité relatif à l'espace urbanisé dans les nouveaux projets. Ce coefficient s'applique sur l'espace construit.

En lien avec la proposition « Habiter 5 »

Point d'attention : toutes les Communautés de communes ne sont pas dotées de l'ingénierie en interne – il faut proposer un accompagnement stratégique à ces territoires pour penser habitat, emploi et services à la bonne échelle de territoire.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

⁵ *Avis minoritaires* – Pour 3 membres il faut aller plus loin qu'augmenter le coefficient pour limiter l'étalement urbain. 6 sont en faveur d'une incitation à limiter la taille des terrains individuelles, 3 sont en faveur d'une restriction obligatoire de la taille des terrains pour ce type de logement.

- Déconstruire progressivement l'image de la propriété individuelle avec jardin comme étant un marqueur de réussite sociale ;
- Lutter contre la tendance très ancienne à l'étalement urbain et de réduire les distances parcourues.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Massifier et simplifier les solutions existantes en faveur de la rénovation énergétique et durable des bâtiments / logements

ACTION HABITER 5

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Améliorer l'accompagnement et les incitations des particuliers dans les projets de rénovation énergétique.

Bien que des aides existent nous recensons de nombreux freins pour y faire appel : manque d'information, impacts limités des « petites » rénovations, etc. Pour agir sur le sujet les particuliers et les bailleurs sociaux sont les principaux acteurs visés pour assurer l'efficacité énergétique des maisons / collectifs.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Globaliser et stabiliser les critères d'accessibilité aux primes / aides dans le temps** pour rassurer les intéressés à se lancer dans des travaux de rénovation ambitieux ;
- **Renforcer et harmoniser le service public unique existant** (cf. France Rénovation ou autres dispositifs) en :
 - o Informant sur l'ensemble des aides financières à destination des différents publics touchés (propriétaires, copropriétaires, bailleurs sociaux) ;
 - o Mettant à disposition un réseau d'animateurs pour suivre les dossiers. Aujourd'hui les territoires ont inégalement accès à ces dispositifs, en particulier pour les territoires les moins dotés en ingénierie territoriale ;
 - o Ciblant les aides aux particuliers – plus spécifiquement vers les passoires thermiques – en allant vers les potentiels bénéficiaires et en les accompagnant étroitement dans leur projet de rénovation ;
 - o Favorisant le contact avec les artisans, entreprises fiables sur le territoire tout en portant attention à ne pas privilégier les mêmes entreprises et en garantissant la concurrence ;
 - o Contrôlant les entreprises effectuant les travaux de rénovation subventionnées. Le service public serait garant de la qualité des travaux et paierait directement les entreprises pour éviter que cela soit directement au particulier d'avancer les frais.
- **Intégrer une facilité de paiement et des taux attractifs lors des prêts** auprès des banques en faveur de la rénovation des logements ;
- **Ouvrir les subventions aux habitats secondaires ;**
- **Encadrer les tarifs de la rénovation énergétique grâce à la défiscalisation** sur les matériaux performants et à faible impact environnemental. Il s'agit notamment de limiter les dérives des entreprises gonflant les devis en fonction des aides allouées ; Nous nous interrogeons sur d'autres solutions pour en baisser encore davantage le prix (centrales d'achats, plafonnement des prix, etc) ;
- **Favoriser l'auto-rénovation thermique** grâce aux tutoriels en ligne, les ateliers pratiques ou encore la mise à disposition d'un service

d'accompagnement. Cela peut aussi se faire sur un mode « collectif » en organisant une rénovation à l'échelle d'un lotissement ou d'un quartier. Nous insistons sur le fait que l'auto-rénovation doit être coordonnée par un service public permettant de valider – à la fin des travaux – la qualité de ces derniers (cf. lien avec ce qui peut se faire pour l'électricité).

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Faire murir les programmes existants (France renov, Gaia renov, Effilogis) et les simplifier en créant une porte d'entrée unique ;
- Renforcer la qualité des diagnostics de performance énergétique des bâtiments réalisés avant et après les travaux ;
- Lutter contre le surendettement grâce à des prêts avantageux ;
- Des logements collectifs de haute qualité environnementale et de confort pour attirer la population ;
- Faciliter et accompagner la réutilisation et rénovation des constructions existantes.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Mener une politique ambitieuse pour lutter contre la tension immobilière

ACTION HABITER - 6

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Lutter contre les logements vacants

La vacance des bâtiments et des logements privés est un levier d'action clé pour lutter contre l'étalement urbain. Pour nous, la priorité est de maximiser le taux d'occupation des habitats et inciter les propriétaires à louer leur logement (même si celui-ci est secondaire).

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Identifier les causes de la vacance longue durée des logements et sensibiliser à la remise sur le marché de la location / vente ;**
- **Inciter avec une prime les propriétaires mettant en location un logement vacant depuis longtemps ⁶;**

En lien avec la proposition « Habiter 5 »

- A partir de l'achat d'un logement secondaire et/ou d'un bien locatif, **mettre en place une empreinte logement par foyer** calculée sur la base du :
 - o Diagnostic de performance énergétique (DPE) de l'ensemble des propriétés détenues par la/les personne(s) ;
 - o Nombre total de propriétés ;
 - o Taux d'occupation sur une année de ces propriétés ;

L'objectif est d'empêcher l'accès aux propriétaires qui détiennent déjà des biens non rénovés et/ou sous occupés.

Pour le cas particulier des logements secondaires, il s'agit d'augmenter le taux d'occupation de ces dernières pour répondre à la tension immobilière, notamment en zones touristiques.

- **Développer l'échange de maisons pour limiter le déploiement des locations saisonnières ;**

⁶ *Avis minoritaire* - un participant est en faveur de renforcer la loi actuelle pénalisant via une amende les propriétaires de logements vacants depuis 2 ans. Les premières pénalités sont à soumettre plus tôt et à tout type de profil : pouvoirs publics, propriétaires et entreprises.

- **Renforcer la protection des propriétaires contre les locataires payant avec du retard (ou ne payant plus leur loyer)** en accélérant les procédures d'expropriation tout en prenant en compte la situation des personnes qui risquent l'expropriation ;
- **Encourager la réversibilité des bâtiments publics et privés cherchant à maximiser leur taux d'occupation** (accueil de personnes à la rue, d'usages ponctuels, etc.). Avec l'évolution démographique par exemple, des écoles ou lycées pourraient avoir besoin de moins de surface. Nous devons et pouvons dès maintenant anticiper l'évolution des besoins. Et/ou a minima repenser les possibles double fonctionnalités des bâtiments ;
- **Inciter à la réutilisation des friches industrielles.**

ACTION HABITER 7

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Assurer l'accessibilité des logements pour toutes et tous.

Pour préserver le droit au logement décent et en ne pénalisant pas les locataires dépendant des propriétaires et bailleurs sociaux.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Dans le secteur privé :**
 - o Plafonnement des loyers indécents ;
 - o Renforcer la reconnaissance de la caution solidaire (caution visal) lors du dépôt de dossier.
- **Via les bailleurs sociaux :**
 - o S'assurer que la taille du foyer correspond à la taille du logement. Point d'attention concernant le devenir des parents après le départ des enfants. La demande de changements de logement pour un espace plus petit et correspondant à la nouvelle taille du foyer est souvent vécu comme perturbant car riche en souvenirs ;
 - o Chèques travaux plus systématiques pour rafraîchir et assurer la qualité des appartements.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Augmenter le taux d'occupation des logements et limiter l'étalement urbain ;
- Atteindre le ZAN (Zéro Artificialisation Nette) ;
- Eviter le déploiement de maison et/ou bâtiment délabré sur le temps long.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Habiter autrement, vers de nouvelles manières d'habiter chez soi et de partager

ACTION HABITER - 8

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Encourager le partage de l'habitat et/ou des services pour limiter l'étalement des villes et optimiser les ressources

La rationalisation de nos habitats et des outils que nous utilisons au quotidien encourage le passage vers un mode de vie collectif tout en veillant à l'intimité des ménages.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Apprendre des pays voisins tels que la Suisse, et de leurs manières d'habiter en collectivité en proposant :**

- Un partenariat culturel avec des ateliers et rencontres pour valoriser l'intérêt de ce système de partage des biens (exemple : machine à laver partagée) – (cf propositions dans « se rencontrer ») ;
- Proposer aux élus municipaux de découvrir ce nouveau système de partage pour déconstruire les aprioris ;
- **Développer le partage des services et équipements. Spécificité selon les habitats :**
 - Au sein d'un immeuble :
 - Des espaces collectifs avec des équipements du quotidien (machine à laver, boîte à outils, etc...) sous réserve de propreté ;
 - **Une** chambre / petit appartement mis à disposition de l'immeuble pour accueillir des proches – et pour éviter que tout le monde ait une pièce en plus par rapport à la taille de son foyer ;
 - Au sein d'une maison : proposer un marché d'échange entre voisins et/ou d'équipements publics de location au sein des maisons de quartier, ou via des applications de location entre particuliers ;
- **Aide complémentaire à la rénovation pour toute recherche de réversibilité de l'habitat individuel** (une maison séparée en deux logements) voir d'habitat partagé (exemple colocation) ;
- **Expérimentation de lieux de vie intergénérationnels avec des espaces partagés.** La médiation de ces lieux doit être facilitée en cas de souci d'ententes entre résidents.

ACTION HABITER - 9

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Définir des critères d'habitabilité et de durabilité pour le logement de toutes et tous

Bien que le logement reste un bien personnel, et donc relatif à nos revenus, nous sommes en faveur d'un minimum d'équité dans l'espace de vie dans lequel chacune et chacun vit. La sobriété de nos logements est aussi à prendre en compte.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Assurer pour chaque logement** (surtout pour les collectifs) **la proximité avec un extérieur de qualité** (de type jardin, potager collectif, etc.) pour décompresser ;
- En fonction du type de logement, **tendre vers leur sobriété en :**
 - Proposant des systèmes de récupération d'eau de pluie, notamment pour les maisons individuelles avec jardin ;
 - Soutenant les projets de production d'énergies vertes pour alimenter les habitations (exemple des panneaux solaires sur les toits, chauffe-eau solaire, chaudière biomasse, réseau de chaleur urbain, etc) ;

En lien avec l'action « Consommer 8 et 9 »

- En systématisant le compostage et le recyclage en proposant – à l'échelle des quartiers - un service itinérant de récupération des déchets alimentaires issus du jardin (broya) ;
- L'optimisation de l'emplacement du bâti et de son exposition en été et en hiver ;
- Favorisant les matériaux éco-responsables.

Point d'attention : nous pensons que la domotique peut nous aider à progresser, cependant nous lui préférons la sobriété (par l'isolation par exemple) et être proactif – c'est-à-dire acteur de ce que l'on fait.

- **Généraliser l'installation de bornes électriques.**

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Mieux contrôler l'expansion urbaine ;
- Améliorer l'efficacité des biens et du bâti ;
- Créer du lien social ;
- Privilégier l'autoconsommation ;
- Concevoir des habitats réversibles / évolutifs - Les habitats doivent en particulier pouvoir s'adapter aux âges – pour prendre en compte le vieillissement de la population ;
- Créer un système de récupération des matières organiques pour le développement de la biodiversité.





CONSOMMER



ACTION CONSOMMER 1

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Changer la perception des consommateurs et valoriser la durabilité des produits plutôt que la nouveauté

Promouvoir la durabilité des produits est pour nous un levier pour réduire la consommation excessive et le gaspillage. Finalement, le produit en question sera moins souvent remplacé et moins de ressources (naturelles, humaines et énergétiques) seront nécessaires à sa fabrication. Ce changement de pratique de consommation est pour nous réalisable et c'est grâce à la crise COVID que nous avons pu nous en apercevoir.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Promouvoir des méthodes de consommation alternatives** pour encourager les acheteurs à prolonger la durée de vie de leurs équipements. Et favoriser le reconditionnement, la réparation et l'entretien. Méthodes proposées :
 - o Méthode « Besoin, Immédiat, Semblable, Origine, Utile »⁷ :
 - Campagne de communication et d'information concernant l'impact environnemental des produits, comme les téléphones ;
 - Etiquetage pour une transparence claire sur l'origine des produits ;
 - Adaptation de la réglementation publicitaire pour la rendre plus contraignante ;
 - Actions pédagogiques dans les écoles, intégrées au tronc commun et aux programmes, pourraient soutenir cette initiative ;
 - “Ringardiser” les marqueurs sociaux - très souvent néfastes à l'environnement - grâce à des contres publicités sur les réseaux sociaux, aux influenceurs, etc ;
 - o Méthode 5R (refuser, réduire, réutiliser, recycler et rendre).
- **Développer un maillage de boutiques spécialisées dans la réparation et la vente de produits de seconde main.**
 - o Lancement d'un appel à projets pour accompagner la création de ces structures, incluant un soutien financier initial pour l'investissement. Il est important de veiller à la viabilité économique de ces entreprises et à la facilité d'approvisionnement en produits. Nous pourrions notamment nous appuyer sur le festival des solutions de la Région ;
 - o Mise en place, au sein de chaque enseigne, de rayons dédiés aux produits de seconde main (vêtements, électroménager, etc.), gérés par une entité indépendante relevant de l'économie sociale et solidaire. Un point de vigilance majeur réside dans la nécessité de ne pas aliéner les commerçants du centre-ville. Il s'agit de les convaincre, peut-être par le biais de déductions fiscales. Cette démarche nécessite un engagement politique fort, par exemple par

⁷ Méthode BISOU - Outil pratique et personnel invitant de futurs consommateurs à se poser la question de la réelle nécessité de cet achat. Cette méthode fait la promotion d'une démarche sobre (que cela soit pour le porte-monnaie ou pour lutte contre l'accumulation).

la promotion des magasins participants via les canaux de communication de la ville.

- **Lutter contre l'obsolescence programmée des appareils électroménagers ou numériques :**
 - o En mettant en place une amende pour les entreprises dont il est prouvé qu'elles œuvrent à diminuer le temps de vie des appareils ;
 - o Valoriser l'indice de réparabilité de l'appareil en informant plus précisément l'acheteur sur la durée de vie moyenne de l'appareil.
- **Accroître la compétitivité des produits reconditionnés**
 - o Supprimer la TVA (à l'image de ce qui se fait pour les produits d'occasion) ;
 - o Accroître la prime de réparation, financée par un coût supplémentaire à l'achat. Ceci encouragera davantage les offres de réparation ;
 - o Inclure des actions de protection des produits non importés ;
 - o Différencier les produits réparables dès le ramassage des déchets, sans déresponsabiliser les habitants (notamment lorsqu'il y a des déchèteries à proximité).
 - o Mettre en place une ou des monnaies locales.

Point d'attention sur ces monnaies locales : c'est un beau modèle – très vertueux – mais qui n'est pas rentré dans les mœurs. Il faut trouver de nouveaux leviers pour que cela fonctionne et que notamment les commerçants y trouvent un intérêt. Ce n'est peut-être pas facile d'avoir deux monnaies.

ACTION CONSOMMER 2

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Modérer l'impact social et environnemental du numérique

Etant donné que les infrastructures numériques requièrent d'importantes quantités d'énergie et de matériaux pour fonctionner, réduire notre empreinte numérique est un levier d'action fort. De plus, la réduction de temps devant les écrans contribue à améliorer notre bien-être mental en réduisant la surcharge d'informations et le stress associés à une connectivité constante.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Transmettre les bonnes pratiques en ciblant les parents pour accompagner leurs enfants** grâce à la :
 - o Limitation des usages (contrôle parental, réglages pour limiter son temps d'utilisation) ;
 - o Sensibilisation à l'impact du numérique (donner un équivalent parlant sur l'impact environnemental : exemple envoi d'un mail et nombre de km parcourus).
- **Inclure un apprentissage des risques et de l'utilisation dans le programme scolaire ;**
- **Accompagner les habitants dans la transition numérique** via les maisons France Service ;
- **Conserver des services privilégiant le contact humain** pour les démarches administratives avec une alternative présentielle et physique à la dématérialisation ;
- **Préserver la gratuité du service public** – même en ligne (ex : paiement pour certains services de suivi en ligne) ;

- **Renforcer l'application de la politique de protection des données** (RGPD) pour éviter les abus de mails et SMS envoyés par certaines entreprises ;
- Développer un réseau de chauffage urbain grâce aux data centers.

ACTION CONSOMMER 3

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Promouvoir une consommation alimentaire responsable et une utilisation durable de l'eau

De quelle manière ? En mettant l'accent sur les pratiques de réduction du gaspillage alimentaire et de conservation de l'eau. En adoptant des habitudes plus durables et respectueuses de l'environnement.

Accentuer la communication sur le gaspillage alimentaire et la surconsommation d'eau est vital pour éveiller les consciences sur les effets dévastateurs de ces pratiques sur l'environnement et encourager une gestion plus respectueuse de ces ressources précieuses. En promouvant une consommation alimentaire réfléchie et une utilisation rationnelle de l'eau, nous pouvons non seulement préserver les écosystèmes et économiser les ressources, mais aussi assurer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau pour les générations futures.

Actuellement, on observe une importante défiance envers les informations communiquées sur l'eau, comme en témoignent les polémiques autour d'Evian ou la potabilité de l'eau du robinet. Qui devrait-on croire ? Face à des grandes entreprises qui exploitent massivement les ressources en eau, doit-on vraiment exiger que les consommateurs portent seuls le poids des efforts à fournir ?

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Système de labellisation pour distinguer les produits vendus en vrac, en s'assurant de leur accessibilité et de leur qualité.**
 - o Instauration d'une charte de production qui vise notamment à minimiser les déchets supplémentaires ;
 - o Ne pas proposer que des produits hauts de gamme en vrac ;
- **Sensibiliser plus fortement sur le gaspillage des ressources**
 - o Lancer des campagnes d'information (TV, radio, réseaux sociaux, etc.), en réservant 20% du temps publicitaire à la sensibilisation environnementale ;
 - o Porter le message grâce aux célébrités influentes ;
 - o Intégrer l'éducation environnementale dans les programmes scolaires pour initier les enfants aux enjeux écologiques dès le plus jeune âge ;
 - o Proposer un service de conseil gratuit aux citoyens pour les accompagner dans la création d'un plan d'action personnel visant à réduire leur consommation de ressources et d'énergie au quotidien. Ceci peut inclure la sensibilisation à la consommation domestique d'eau, avec la mise en place d'un référentiel de consommation moyenne par personne.
- **Faire baisser drastiquement le niveau de consommation d'eau des particuliers et des entreprises / collectivités**
 - o Subventionner l'installation de toilettes sèches pour les foyers éligibles en fonction de leurs revenus, ainsi que l'installation de systèmes de réutilisation d'eau ;

- Améliorer la qualité de l'eau potable pour favoriser la consommation d'eau du robinet et, lorsque ce n'est pas possible, encourager l'utilisation de bouteilles d'eau en verre ;
- Instaurer un système de tarification de l'eau qui incite à la modération : au-delà d'un certain seuil de consommation par habitant, la facture augmente de manière significative, ou limiter le débit d'eau au-delà d'un volume défini par foyer ;
- Généraliser l'installation de cuves de récupération d'eau de pluie pour utiliser cette eau à des fins non potables, comme l'alimentation des toilettes ;
- Généraliser la mise en place de capteurs de fuites d'eau dans les bâtiments publics ou autre bâti privé ;
- Installer un système de suivi en direct de la consommation d'eau pour avoir une lecture plus fine du mètre cube utilisé par jour (à l'image de ce qui se fait pour l'électricité) ;
- Tarification restrictive dans les périodes de sécheresse pour tous.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Limiter nos achats impulsifs et superflus, et entraîner une réduction des déchets par la diminution de l'accumulation d'articles inutiles ou rapidement dépassés ;
- En mettant l'accent sur la longévité et la réparabilité des produits, nous incitons les consommateurs à opter pour des biens durables, réparables, et provenant de filières éthiques et responsables ;
- Sensibiliser la population aux dangers du web, privilégier le contact humain et promouvoir une utilisation des technologies plus réfléchie et sécurisée. Des impacts positifs sur notre bien-être mental et physique, qui aident à retrouver un équilibre entre vie réelle et vie numérique.

Ces initiatives sont donc fondamentales pour réduire notre impact écologique, tant individuellement que collectivement, et pour promouvoir une consommation responsable qui reflète nos valeurs environnementales. Elles facilitent également une reconnexion avec les producteurs locaux engagés dans une démarche de transition, contribuant ainsi à la préservation des espèces menacées.

L'ensemble de ces actions contribuent à sensibiliser et à responsabiliser les individus face aux enjeux écologiques et à la limite des ressources, notamment de l'eau. Des incitations financières encouragent également des comportements plus durables et à adopter de nouvelles méthodes que ce soit pour un particulier, une entreprise ou un agriculteur. C'est en contraignant que l'on va pouvoir adopter des systèmes qui existent déjà mais qui ne se sont pas démocratisés et ainsi ne plus gaspiller.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Mieux produire et manger

ACTION CONSOMMER 4

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Accompagner la transition de l'agriculture locale et raisonnée ou bio

Favoriser la résilience et la santé des populations passent par la promotion de pratiques agricoles durables, respectueuses de la biodiversité et de la qualité des sols.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs** attachés à ces pratiques (local, bio ou raisonné) ;
- **Modifier le système de rémunération** pour favoriser la rémunération de ceux qui proposent des pratiques vertueuses ;
- **Faire monter en compétence l'ensemble des agriculteurs sur leur impact en eau.** De quelles manières ? Par la promotion des systèmes d'irrigation et la déclinaison de contraintes liées à la consommation de l'eau (adaptées par filières) ;
- **Favoriser l'accessibilité de la production « bio »** aux producteurs grâce à la mise à disposition d'outils et/ou d'équipe spécialisée dans la transition d'une exploitation conventionnelle vers une exploitation biologique ;
- **Protéger les agriculteurs en taxant les produits non essentiels** (sodas, etc.) ;
- **Programmer des replantations de haies bocagères ;**
- **Réorienter les aides régionales et européennes** vers des exploitations raisonnées (dans sa taille et ses pratiques) ;
- **Mise en avant systématique sur les étiquettes :**
 - o De l'origine régionale du produit ;
 - o Pour les produits non bios – de la liste exhaustive des pesticides et autres substances chimiques utilisés ;
 - o D'un indicateur (du type nutriscore) pour faciliter la lecture de la liste ci-dessous. Le curseur indiquerait le niveau de qualité de traitements utilisés sur le produit.

Lien avec l'action « habiter 2 »

ACTION CONSOMMER 5

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Pousser à une meilleure répartition des terres agricoles pour garantir la préservation des ressources.

Dans quels objectifs ?

- Contrôler et faciliter l'évolution des usages autour des ressources – telle que l'eau ;
- Lutter contre la pollution des ressources (faune et flore, point de captage d'eau ou encore cours d'eau).

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Mener une expérimentation de remembrement écologique des parcelles agricoles** en harmonisant les parcelles entre propriétaires afin d'exclure des propriétés privées les ruisseaux, captage d'eau ou autres espaces naturels. Il s'agit ici de permettre à l'autorité publique de reprendre le contrôle de ces espaces et d'éviter la mauvaise gestion de ces biens communs. Par exemple en luttant contre la pollution et/ou la surutilisation au profit du propriétaire, etc.

Point d'attention : cette redistribution foncière ne doit pas créer de déserts de biodiversité, c'est-à-dire de grands espaces agricoles sans faune ni flore naturelle.

En lien avec la proposition « Habiter 2 »

- **Encourager l'autorité publique à acquérir des terrains agricoles en vente pour :**
 - o Imposer un cahier des charges sur l'exploitation qu'elle louera. C'est-à-dire à condition d'être bio et s'inscrire dans un circuit court ;
 - o Faciliter l'insertion de nouveaux professionnels n'ayant pas forcément les moyens d'acheter une exploitation ;

La gestion de ces espaces pourrait être donnée à des associations locales et/ou des collectifs.

ACTION CONSOMMER 6

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Accéder à des produits locaux sains, surtout pour l'alimentation, permettant de soutenir l'économie locale et de réduire l'empreinte carbone associée au transport des denrées.

Cette démarche favorise également la consommation de produits frais et de saison, ce qui est bénéfique pour la santé, en garantissant une alimentation riche en nutriments et moins dépendante des systèmes d'agriculture intensive.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Développer des circuits courts – l'accès aux produits locaux**
 - o Des halles et des casiers connectés réfrigérés. Des exemples de halles permettent aux producteurs de vendre leurs produits et de laisser des commandes dans des casiers connectés pour les clients qui ne peuvent pas se rendre aux créneaux de présence. La commune de Granges (71), par exemple, dispose d'une halle avec 10 producteurs et 78 casiers, comblant ainsi un vide précédent en termes d'offre ;
 - o Créer une coordination pour mettre en place des solutions de distribution de proximité, car ce n'est pas le métier des producteurs de gérer cela. Coordination nécessaire pour développer ces circuits et les faire connaître aux consommateurs comme aux producteurs, avec une évolution du positionnement du marché des producteurs ;
 - o Travailler sur la logistique, la mutualisation et la réduction des pertes/déchets (ex. To Good to Go) pour rendre les prix attractifs. Ces projets doivent être rendus plus visibles ;
 - o Développement, multiplication, et promotion des AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne). Des entreprises peuvent agir en tant que points relais pour leurs employés ;
 - o Des potagers locaux : ils participent à la production et la sensibilisation des habitants, comme cela se fait lorsqu'il y a des potagers dans les écoles ;
 - o Soutenir les associations d'agriculteurs qui proposent de donner des échantillons de produits pour permettre aux potentiels clients de les tester et de donner leur avis, comme le projet « Terres du Pays d'Othe ».
- **Augmenter le pouvoir d'achat :**
 - o Intégrer les maraîchers locaux dans les applications évaluant la concurrence ;
 - o Harmoniser les salaires des consommateurs pour assurer un minimum vital, afin d'augmenter leur pouvoir d'achat sans baisser les prix des produits locaux (et donc impacter les producteurs) ;
- **Assurer l'équité d'accès aux produits sains et de première nécessité :**

- Proposer des chèques alimentaires (comme les chèques énergie) à utiliser chez des producteurs locaux et non en grande surface. Les publics les plus défavorisés sont les publics cibles de cette action ;
- Proposer des paniers de première nécessité (produits secs et d'hygiène) à des prix adaptés selon les revenus des foyers. Comment y arriver ? En supprimant les distributeurs, en créant un système coopératif via un ensemble de producteurs afin de pouvoir proposer une tarification attractive ;
- Promouvoir l'échange de services entre consommateurs et producteurs pour bénéficier de biens à moindre coût (voir nul).
- **Redonner du goût (à consommer mieux, à cuisiner, etc.)**
 - Mettre en place des ateliers cuisine dans les écoles et pour les adultes, avec la possibilité de repartir avec son plat ;
 - Avoir plus de temps en adaptant les horaires de travail.
- **Accéder à ces produits et services près de chez soi en déployant une offre de proximité.** C'est-à-dire déployer un maillage de services dans tout le territoire pour limiter au maximum à 15 mn à pied ou en vélo pour aller faire des courses.

En lien avec la proposition « se déplacer 1 »

ACTION CONSOMMER 7

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Utiliser la restauration collective pour promouvoir le « mieux manger » et le local

La restauration est un acteur majeur et représente 20 à 30% du secteur de l'alimentation (restaurations d'entreprises, collectivités, associations, etc). Elle constitue un levier d'action fort pour garantir la stabilité du secteur de l'agriculture (via la sécurisation des commandes) mais aussi pour promouvoir une autre alimentation auprès des publics bénéficiaires.

Il s'agit d'aller plus loin dans la part de produits bio et locaux servis à ce jour dans ces lieux (en lien avec la loi EGALIM).

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Développer la contractualisation des lieux de restauration collective et des producteurs locaux** en aidant ces derniers à répondre au marché public ;
- *(Pour aller plus loin que la proposition précédente)* **Créer des espaces de dialogue entre structures ayant déjà fait un pas ambitieux sur l'intégration de produits locaux et bio et des structures encore loin de cette ambition.** Dans quel objectif ? Partager les expériences, montrer que c'est possible et donner envie ;
- **Soutenir le coût supplémentaire des repas lié à l'intégration de produits biologiques en proposant une prise en charge financière complémentaire.** Il s'agit ici d'inciter à proposer du bio dans la composition des assiettes ;
- **Utiliser les espaces de restauration pour sensibiliser et valoriser le « mieux manger ».** Par exemple grâce à l'affichage sur une carte du territoire de l'origine des produits ;
- **Lutter contre le gaspillage alimentaire en réduisant les quantités dans les assiettes** dans un premier temps et en promouvant la possibilité pour les publics de demander du rab.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

Ce virage vers un nouveau modèle de consommation place au centre les relations entre consommateurs et producteurs, renforçant ainsi les principes de durabilité et de responsabilité partagée.

Cette diversité d'offres permet de s'adapter aux particularités des territoires ainsi qu'aux besoins et contraintes des habitants et des producteurs. Elles contribuent à réduire les coûts de transport et d'emballage, en permettant aux consommateurs d'acheter tous leurs produits en une seule fois pour la semaine, tout en garantissant un prix juste et équitable (par rapport aux produits industriels, parfois vus comme moins chers). Les produits disponibles, dans les AMAP par exemple, offrent une transparence sur leur origine, favorisant ainsi une meilleure compréhension de la construction des prix et une diminution de risques pour la santé.

De plus, cette proximité avec la production permet de favoriser une alimentation plus diversifiée, en offrant un accès direct aux légumes frais et en encourageant les liens humains et sociaux entre producteurs et consommateurs. En cuisinant avec ces produits, les individus retrouvent le plaisir de cuisiner et développent une meilleure connaissance des aliments. Ce qui permet la découverte de nouveaux légumes et la recherche de nouvelles façons de les cuisiner, contribuant ainsi à une alimentation plus variée et équilibrée.

L'action vers le secteur de la restauration collective permet également de promouvoir un nouveau modèle économique pour les producteurs. En assurant la vente de leur produit en grande quantité ils peuvent ainsi sortir d'un circuit économique pas forcément vertueux (demandant une rentabilité extrême ou en tirant sur les prix).

Le nombre élevé des bénéficiaires de cette offre de restauration permet également d'assurer un impact plus grand. Grâce à l'action d'un restaurant mettant en avant une alimentation saine ce sont plusieurs centaines ou milliers de personnes qui sont touchées.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser) Promouvoir un nouveau modèle de production d'énergie

ACTION CONSOMMER 8

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Impliquer les citoyens dans la production de l'énergie en soutenant le développement des « collectifs d'énergie citoyenne »

Définition partagée par le groupe : collectif d'habitants investissant dans un équipement de production d'énergie et proposant un modèle de gouvernance propre pour son suivi dans le temps.

COMMENT ON LE FAIT ?

Etapes successives :

- **Recenser les lieux potentiels pouvant accueillir des sites de production**
– plusieurs équipements possibles : éolien, photovoltaïques méthaniseur, etc). L'objectif n'est pas d'accueillir un grand parc mais de privilégier des projets à taille humaine ;
- Sur cette base, **proposer des appels à projet à destination d'habitants** pouvant se former en collectif ;

- **Accompagner – sur le volet technique et administratif** le déploiement des initiatives.

Point d'attention : renforcer la protection des collectifs et/ou individus dans la gestion de la revente auprès des fournisseurs (possibilité de stockage ou revalorisation dans le temps à la valeur du marché).

ACTION CONSOMMER 9

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Accompagner les territoires dans le déploiement d'une énergie produite localement.

La définition des zones d'accélération d'énergie (ZAE) donne aux territoires la capacité d'établir des zones propices pour le déploiement d'espaces de production.

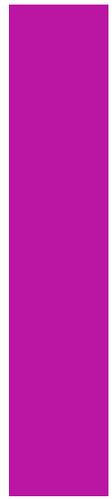
COMMENT ON LE FAIT ?

- **Mise à disposition des territoires d'une expertise technique pour définir ces ZAE.** C'est-à-dire accompagner l'identification de zones propices et impactant le moins possibles la biodiversité.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Intégrer la compréhension et le suivi de la consommation d'énergie dans le quotidien des consommateurs-acteurs ;
- Tendre vers l'autonomie énergétique du pays et des territoires ;
- Lutter contre la fuite d'une économie pour le territoire – dans le cadre des collectifs citoyens les gains générés restent sur le territoire et vivifient l'économie locale ;
- Permettre le développement d'une énergie renouvelable. Toute production d'énergie est polluante – l'enjeu est que son impact soit le plus minimisé possible ;
- Mobiliser (voir « encapaciter ») les territoires sur cette question qui est souvent traitée à l'échelle nationale.





TRAVAILLER



MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Encourager les comportements vertueux du côté des employés et des entreprises pour plus de cohérence entre notre travail et nos modes de vie⁸

ACTION TRAVAILLER 1

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Impliquer les entreprises et les institutions dans l'organisation des mobilités de leurs employés

Réduire ou faciliter la distance entre le domicile et le travail diminue significativement la dépendance aux transports, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre et contribuant à la lutte contre le changement climatique. De plus, cela améliore la qualité de vie des individus en réduisant le temps passé en déplacement, permettant ainsi plus de temps pour les loisirs, la famille et le repos, ce qui est bénéfique pour le bien-être physique et mental.

Pour œuvrer dans ce sens, les entreprises – mais aussi les collectivités - doivent s'emparer du sujet des déplacements quotidiens de leurs salariés.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Repenser l'aménagement des territoires** en fonction des flux de mobilité(s). Par exemple grâce à une étude mobilité réalisée à l'échelle d'une Zone d'Activité Economique (ZAE), révélant les flux des trajets. Afin d'adapter puis développer en conséquence les possibilités de covoiturage notamment via une application mobile (cf étude Journée MEDEF).
- **Assouplir la carte scolaire pour l'adapter aux trajets domicile-travail** des parents, renforçant ainsi la flexibilité temporelle et les liens sociaux ;
- **Adopter la flexibilité des horaires**, en tenant compte du temps de transport, des besoins en santé, des courses, etc. Pour les usines adapter les horaires en 2x8h (cf Action 2 Travailler "Donner la possibilité de sa flexibilité de temps de travail, sans perdre de l'attractivité") ;
- **Faciliter la réorientation professionnelle et le rapprochement de son lieu de vie.** De quelle manière :
 - o En proposant des formations, passerelles aux collaborateurs pour prétendre à un poste près de chez soi – et potentiellement en changeant d'entreprise ;
 - o En mettant à disposition des espaces de travail alternatifs proches du domicile des collaborateurs.
- **Transport gratuit et adapté aux horaires décalés**, notamment en milieu rural. Comme la mutualisation des bus scolaire (cf précision sur la méthode utilisée dans l'Action Se déplacer -2 "Développer les transports collectifs") ;
- **Mise à disposition par l'employeur d'infrastructures pour faciliter la mobilité douce** (garage à vélos, sanitaires, douches, etc.) ;
- **Adapter les transports en commun pour qu'ils puissent accueillir les vélos et trottinettes ;**
- **Équité des coûts de transport scolaire.** Également pour les transports en commun et équivalence (exemple des employés qui viennent à vélo, qui pose la question de l'usure des pneus) ;
- **Proposer systématiquement - quand cela est possible - du télétravail ;**

⁸ Avis minoritaire : un participant ne l'adopte pas car il juge irréalisable de concilier les intérêts de l'entreprise et ceux des employés.

- **Désigner de(s) référent(s) en charge dans l'entreprise de développer les services de mobilités adaptés aux besoins.** Plusieurs actions peuvent être proposées :
 - o **Des locaux pour vélos et trottinettes ;**
 - o **Des services d'organisation du co-voiturage ;**
 - o **Des transports collectifs** quand il y a un nombre conséquent de salariés à déplacer ;

Ces référents se coordonnent avec la collectivité pour identifier les opportunités de collaboration.

- **Soutien financier aux entreprises qui développent les mobilités actives.**

ACTION TRAVAILLER 2

CE QUE L'ON VEUT FAIRE - Donner la possibilité de sa flexibilité de temps de travail, sans perdre de l'attractivité.

Offrir une flexibilité dans les horaires de travail permet aux employés d'ajuster leurs heures (sur le nombre de jours travaillés) selon leurs besoins personnels tout en maintenant le volume d'heures requis, ce qui renforce l'attractivité de l'emploi sans compromettre la productivité. Cette approche favorise un équilibre travail-vie personnelle, augmentant la satisfaction et la fidélité des employés sans réduire leur temps de travail.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Prendre en compte les contraintes employeur et employé.** Une étude de la direction précisera ses contraintes (exemple si un standard doit pouvoir être accessible 7 jours sur 7 et / ou dans une tranche horaire par jour). Une fois les contraintes étudiées, la direction peut proposer plusieurs formules d'adaptations flexibles y répondant. C'est **aux salariés sur la base de la concertation de se mettre d'accord sur la flexibilité** et le partage ;
- **Expérimenter la flexibilité des jours de travail en entreprise avant sa généralisation ;**
- **Proposer un allégement fiscal pour les entreprises qui proposent à leurs employés des temps « libérés » pour du collectif ou des actions associatives.**

CONCRETEMENT, CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Accéder facilement aux mobilités douces et réduire des déplacements quotidiens ;
- Libérer du temps pour le bien-être mental et favoriser une meilleure implication dans la transition écologique ;
- Réaliser des économies financières pour les foyers avec une diminution des dépenses liées aux transports et une optimisation du pouvoir d'achat ;
- L'action de mieux organiser l'occupation du territoire et la réduction des distances parcourues prendra aussi en compte l'accès à un logement abordable à long terme, surtout pour les personnes à revenus plus faibles ;
- Développer le vivre ensemble grâce à son travail ;
- Pouvoir consacrer du temps à des associations qui manquent de bénévoles.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Déployer de nouveaux modèles économiques

ACTION TRAVAILLER 3

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Repenser le fonctionnement des entreprises pour prendre soin de l'environnement et des collaborateurs en généralisant l'économie de la fonctionnalité⁹.

Adopter l'économie de la fonctionnalité et de la coopération transforme la consommation en privilégiant l'usage sur la possession, réduisant les déchets et la surexploitation des ressources tout en renforçant les communautés par le partage et la solidarité.

Parallèlement, repenser les pratiques d'entreprise pour valoriser l'environnement et le bien-être des collaborateurs stimule l'innovation durable et forge une culture d'entreprise attrayante pour les consommateurs et les professionnels soucieux de l'éthique et de la durabilité.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Généraliser l'économie de la fonctionnalité et de la coopération :**

- **Encourager la récupération et la coopération entre fournisseurs et entreprises.** Et favoriser le développement de la solidarité et des **services mutualisés entre entreprises**, en les accompagnant dans la mise en œuvre de ces pratiques et en mettant en lumière leurs initiatives ;
Ce qui implique la **création de coopératives d'entreprises pour le prêt de matériel et/ou service**. Les entreprises payent une cotisation pour en faire partie, ce qui finance un poste de salarié pouvant gérer les échanges (indispensable pour ne pas rajouter de charges aux entreprises) ;
- Certaines entreprises ne sont pas / plus adaptées à nos modes de vies / enjeux souhaitables et l'économie de la fonctionnalité apparaît comme une alternative ;
- Mettre en place des **visites d'entreprises** et une **labellisation** pour celles qui mettent en œuvre des pratiques circulaires ;
- **Réduire le coût et allonger la durée de vie des produits consommables** comme les cartouches d'imprimantes par exemple ;
- **Structurer les filières de recyclage par les producteurs ;**
- Mettre en place un système global de recyclage, dès la production, **intégrant le cycle de vie des produits et matériaux pour éviter une surexploitation de la ressource**. Cela passe par la systématisation de la seconde main et du recyclage. Ou analyser le cycle de vie de chaque produit, qu'il s'agisse de biens matériels ou de services, afin de calculer son empreinte carbone, environnementale et sociale, puis rendre ces données publiques pour sensibiliser fournisseurs et clients à leur impact ;
- Collaborer avec les collectivités et les bureaux d'études pour **élaborer une réglementation limitant l'utilisation des ressources naturelles ;**
- Inciter les entreprises à **adopter un modèle d'entreprise "régénérative"**, axé sur le bien-être et la réduction de leur

⁹ L'économie de la fonctionnalité se distingue de l'économie de consommation en se concentrant sur la vente de l'usage des produits plutôt que sur la vente des produits eux-mêmes. Elle vise à promouvoir la durabilité et la responsabilité environnementale, en concevant des produits durables et en intégrant les principes de l'économie circulaire. Cette approche favorise des relations à long terme entre fournisseurs et clients, axées sur la qualité des services et la réduction de l'impact écologique. En résumé, l'économie de fonctionnalité représente un modèle économique plus soutenable, réduisant les déchets et encourageant une utilisation plus efficace des ressources.

empreinte sur les ressources, en relayant ce message au côté de la convention des entreprises pour le climat ;

- Organiser des journées portes ouvertes pour promouvoir et soutenir les entreprises vertueuses qui respectent les Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- Modifier la manière d'évaluer la valeur d'une entreprise en mettant en place **des scores** pour les entreprises engagées, par exemple avec des notations extra-financières (critères non économiques tels que des critères sociaux ou environnementaux) ;
- Repenser les indicateurs de réussite en valorisant par exemple un système de comptabilité incluant l'impact environnemental/carbone ou dans **le déploiement d'un budget vert**. Ce développement peut être accompagné par une palette de services RSE distribués par les collectivités (exemple celui de la région), les Chambres de Commerce et d'Industrie ou cabinets. Pour faire transition, nous devons d'abord déterminer un seuil de mise en place (seulement au-delà de 5 salariés ou d'un chiffre d'affaires minimum).

- **Repenser le fonctionnement des entreprises pour prendre soin de l'environnement et des collaborateurs :**

- Réintroduire de la **biodiversité dans les zones industrielles et administratives** ;
- **Intégrer des services tels que les crèches et les restaurants locaux dans les zones industrielles et administratives** ;
- **Repenser le modèle de rémunération corrélé au coût de la vie** pour permettre une augmentation des salaires ;
- **Encourager la multiplication de nouveaux modèles d'économie sociale et solidaire (ESS)¹⁰** et d'association des salariés. Par la redistribution des bénéfices, ou l'association dans les prises de décision ;
- **Réaliser un diagnostic de décarbon'actions** (bilan carbone, utilisation de matériaux plus respectueux, etc.) ;
- Mettre en place des conseillers d'orientation pour les salariés en reconversion ou en départ à la retraite ;
- **Instaurer une boîte aux lettres des salariés** gérée par un organisme indépendant pour recueillir les retours positifs et négatifs des employés et permettre à l'entreprise d'évoluer ;
- **Faciliter le télétravail**, en particulier pour les femmes enceintes ;
- **Réaliser un rapport social pour évaluer le bien être dans l'entreprise**. L'objectif de cet audit est d'amener les dirigeants à proposer des conditions de travail adaptées aux spécificités individuelles et collectives ;
- **Anticiper l'impact de l'intelligence artificielle** sur le bien-être et les relations humaines.

ACTION TRAVAILLER 4

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – limiter la prise de risque des entreprises qui changent de modèle économique et/ou qui souhaitent s'adapter à la durabilité.

COMMENT ON LE FAIT ?

¹⁰ Le concept d'économie sociale et solidaire désigne un ensemble d'organisations sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

- **Anticiper les critères environnementaux de son secteur en se faisant accompagner** par les dispositifs d'aide de RSE (La responsabilité sociétale des entreprises se définit comme la contribution volontaire des entreprises aux enjeux du développement durable, aussi bien dans leurs activités que dans leurs interactions avec leurs parties prenantes).
 - o Transformer les stratégies d'entreprises actuelles pour anticiper les nouvelles prochaines normes ;
 - o Formations proposées par les collectivités et des appels d'offres avec critères RSE pour pouvoir accompagner et clarifier ce qu'elles attendent d'une entreprise ;
 - o Développer les groupes d'échanges entre acteurs du même secteur ;
- **Sensibiliser davantage l'acheteur sur les risques / coûts des matériaux choisis.** Que ce soit des matériaux/produits/services sains ou non, il y a des avantages et inconvénients à prendre en compte pour éviter les mauvaises surprises ;
- **Réduire le fossé existant entre les aides destinées à l'innovation et les aides destinées à l'aide à la transformation pour l'environnement ;**
- **Corréler les charges salariales et patronales à la performance RSE de l'entreprise (bonus).**

Remarque : il existe maintenant des aides de la Région qui répondent à des critères éco-sociaux conditionnés aux projets verts.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

Le déploiement d'un nouveau modèle économique apporte plusieurs bénéfices. En rompant avec l'économie extractive traditionnelle, basée sur la consommation et la croissance incessante, cela permet de favoriser des pratiques commerciales plus durables et circulaires. En rendant les entreprises plus attractives pour les travailleurs, avec des conditions de travail améliorées et des perspectives d'évolution, on favorise un environnement professionnel plus épanouissant et productif. Intégrer des critères environnementaux et sociaux dans les décisions commerciales garantit la pérennité des entreprises dans un marché en constante évolution. De plus, favoriser les relations de proximité et recréer du lien social entre les acteurs économiques renforcent la résilience des communautés locales. Enfin, en adoptant une approche plus holistique, ce nouveau modèle économique vise à améliorer le bien-être des travailleurs en offrant des horaires plus flexibles et en garantissant leur sécurité au travail, tout en encourageant une réflexion sur l'impact global de nos activités économiques.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Accompagner les secteurs et emplois non soutenable dans leur transition grâce à des formations adaptées ou encore des parcours en alternance

ACTION TRAVAILLER 5

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Intégrer les enjeux socio-environnementaux dans tous les cycles de formation (continue ou non) – et obtenir de la création d'emploi concrète dans les entreprises respectueuses des transitions.

Dans quel objectif ? Transmettre aux individus des connaissances, compétences et sensibilités nécessaires pour naviguer et répondre efficacement aux défis contemporains du développement durable.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Instaurer une obligation de formation intégrant des aspects socio-environnementaux** ainsi qu'une dimension pratique en entreprise ;
- **Avoir une réelle capacité d'anticipation en développant les formations dans les métiers de demain** (notamment l'Intelligence Artificielle) ;
- **Impliquer les entreprises**, les associations et les dirigeants, dans des **formations collectives obligatoires** (type form'action) ;
- **Développer les gestes écocitoyens dans toutes les entreprises**, et qu'ils ne **soient** pas à la charge des salariés ;
- **Introduire des modules visant à une meilleure compréhension du fonctionnement des entreprises**, y compris les obligations des directions, les coûts, et le mode de fonctionnement, pour que les futurs salariés comprennent davantage les enjeux et les contraintes. Cette intégration pourrait être renforcée au sein du système éducatif, englobant les écoles, l'Éducation nationale, les rectorats et Pôle Emploi ;
- **Former aux nouveaux métiers de l'environnement et des soins** ;
- **Soutenir financièrement les formations dans ces domaines** ;
- **Intégrer les notions de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) dans les parcours éducatifs des futurs chefs d'entreprise**, en collaboration avec les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) et les autorités régionales ;
- **Former des référents écologiques en entreprise** pour sensibiliser et mobiliser le plus grand nombre de personnes autour des enjeux environnementaux ;
- **Former les chefs d'entreprises et les managers à la prise en compte du bien-être** (carnet du bon patron / carnet du bon salarié) pour accompagner la mutation sociale et humaine de l'entreprise.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Favorise la prise de conscience généralisée des impacts de nos actions sur la planète et sur les sociétés ;
- Encourager l'adoption de comportements responsables et de prise de décisions éclairées dans les sphères professionnelles et personnelles.





SE DEPLACER



MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Abandonner progressivement la voiture individuelle

ACTION SE DEPLACER 1

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Développer la voiture partagée qui regroupe le covoiturage et l'autopartage

Nous voulons généraliser le partage de véhicules. C'est-à-dire à la fois généraliser le co-voiturage, développer des systèmes de prêt de véhicules entre particuliers et/ou une offre de véhicules partagés.

La lisibilité des différentes offres doit se faire facilement, en réunissant sur une même plateforme ces offres mais aussi l'offre de transports en commun. Cette offre sera accessible via plusieurs outils : site internet, application, mais aussi la collectivité locale pour les personnes qui n'utilisent pas ces outils numériques.

COMMENT ON LE FAIT ?

Il semble que ce type d'offre doit être différenciée entre milieu rural et urbain. En milieu rural, les habitants se connaissent davantage et sont plus enclin au co-voiturage et au prêt de véhicules entre particuliers. En milieu urbain, le recours aux transports en commun et/ou à des véhicules partagés (flotte de véhicules en autopartage) est davantage adapté.

- **Assurer le déploiement de l'autopartage à l'échelle du bassin de vie par les collectivités territoriales (par exemple la communauté de communes / EPCI).** Pour mettre en œuvre ce service :
 - o **Une solution de réservation de véhicules**, proposant également un véhicule et des trajets pour le co-voiturage. La promotion de cette solution passerait par une application en ligne, un site internet et un point de contact dans la collectivité pour les personnes non connectées (afin de prendre en compte les personnes qui souffrent d'illectronisme) ;
 - o **Proposer des défis** comme « un jour sans voiture » ou « un jour voiture partagée » pour pousser les employés d'une entreprise ou des voisins à trouver des solutions alternatives ;
 - o **Une solution de réservation qui permet d'optimiser l'utilisation des véhicules** : chacun indique si sa demande est ferme ou souple (alors possibilité d'adapter le créneau vers des « heures creuses ») ;
 - o Il y a un enjeu de confiance dans ces services – **la mise en place systématique d'un système d'assurance de qualité** est primordial pour fidéliser dans le temps ;
 - o **Diversifier l'offre de véhicules** (voitures 5 places, utilitaires, mini-bus, etc.) ;
 - o **Rassurer et accompagner les usages.** Par exemple en mettant en place des fiches-types pour montrer comment ça marche en fonction du contexte et illustrant des personnes déjà utilisatrices ;
- **Dans le contexte scolaire, favoriser la « mobilité douce » et notamment inciter les familles qui vivent à proximité à venir à pied.**

De manière générale, **il faut un soutien à l'élaboration de l'offre adaptée au territoire. Il y a un manque de savoir-faire de beaucoup d'EPCI sur ces projets, la Région peut accompagner les territoires pour définir les besoins et coconstruire une offre adaptée**

C'est également à relier à ce qui est développé dans les autres parties portant le déploiement d'une offre de services en proximité (moins de 15mn par exemple). Cela permettra un recours moindre à la voiture ou à minima à des solutions de déplacement alternatives.

Quelques points de vigilance :

- **Les informations doivent permettre de mettre en lien une grande diversité de parcours et ne pas s'arrêter à des frontières administratives** (EPCI, département) ;
- Pour instaurer la confiance envers ces différentes solutions, il convient de soigner la communication pour le lancement et donner leur chance à ces solutions en menant ces expérimentations sur une durée permettant de réellement valider ces changements de comportement – au moins 6 mois. **Les pouvoirs publics doivent donc accepter que ces offres soient déficitaires au moins dans la phase de lancement ;**
- Il existe aussi des inquiétudes concernant l'achat de voitures électriques, en raison de la pollution liée à la production de batteries.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Rendre accessibles les alternatives à la voiture et qu'elles ne soient pas plus chères ;
- Montrer aux jeunes que la voiture n'est pas indispensable et qu'il existe d'autres alternatives – souvent moins chères.

MODE DE VIE SOUHAITE (ce que l'on souhaite réaliser)

Développer les transports collectifs

ACTION SE DEPLACER 2

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Développer une offre diversifiée de mobilités : mobilités actives et transports en commun

En milieu urbain, nous voulons fortement réduire la présence de la voiture. Nous souhaitons également développer l'offre en milieu rural.

De manière générale, nous devons veiller à encourager de nouvelles manières de se déplacer dès le plus jeune âge

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Augmenter l'attractivité des transports collectifs :**
 - o Pour changer les usages nous préconisons de **rendre plus attractifs les transports en commun en les rendant gratuit¹¹ – à tous les échelles du bassin de vie ;**
 - o **Veiller à prévenir les ruptures entre deux modes de transport, et notamment entre deux transports collectifs afin d'écourter les temps de trajet** (par exemple en ajoutant des bus). C'est-à-dire mieux communiquer sur les perturbations des transports. Cela peut provoquer des inquiétudes par rapport aux correspondances quand il y a une nécessité d'arriver à l'heure ;
- **Veiller à la complémentarité des modes de transport :**

¹¹ Avis minoritaire : 6 personnes ont exprimé que la gratuité des transports en commun devrait être uniquement réservée aux centres-villes. Une personne souhaite que cela reste total pour les moins de 26 ans et les plus modestes et sur l'ensemble des lignes. Les autres défendent la proposition en l'état.?

- Proposer des modalités pour **prendre son vélo ou sa trottinette dans un bus** ;
- Installer des solutions pour **garer de manière sécurisée son vélo** lorsqu'il ne peut pas être embarqué ;
- **Faciliter l'accessibilité des cyclistes dans les trains**, de manière sécurisée ;
- **Focus - en milieu rural :**
 - **S'appuyer sur les transports scolaires qui ne sont pas remplis.** Cela se fait déjà dans certains territoires (par exemple la Communauté de communes du Clunisois). Pour que cela fonctionne il faut des modalités pour rassurer les parents : les adultes qui empruntent ces transports doivent être identifiés. Par ailleurs, il y a un accompagnant/surveillant pour les primaires. Ces trajets pourraient être adaptés pour prendre en compte les trajets des adultes pour aller vers les bassins d'emploi. Par ailleurs, le trajet retour du transport scolaire étant souvent à vide, cela peut aussi être une alternative pour récupérer des habitants. Si ce système est mis en place, une attention particulière sur l'arrêt de l'activité des bus scolaires en période de vacances ne doit pas être mis de côté.
 - **Développer une offre adaptée au milieu rural, par exemple avec des petits bus¹².**
- **En parallèle en milieu urbain :**
 - L'usage de la voiture individuelle doit être fortement limitée en ville et l'offre de transports en commun poursuivre son développement ; Pour cela **les parkings doivent progressivement disparaître et leur prix augmenter fortement.** Il est cependant essentiel de maintenir des modalités pour des personnes qui sont dépendantes de la voiture, notamment des habitants de la périphérie qui doivent venir faire des courses.¹³ ;
 - Des navettes doivent être développées ENTRE les différents commerces des zones d'activités commerciales ainsi qu'entre centre-ville et zones commerciale. En parallèle les parkings des zones commerciales doivent devenir payants (pour inciter à utiliser les modes doux) sauf pour les achats alimentaires ;

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Rendre accessibles les alternatives à la voiture et qu'elles ne soient pas plus chères.

¹² Pour rappel, il existe une fiche action sur la mobilité solidaire en milieu rural, éligible au fond vert et donc financé par l'Etat.

¹³ Avis minoritaire : une personne n'adopte pas cette partie car dispose de peu de temps et est trop dépendante de la voiture.

ACTION SE DEPLACER 3

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Mettre en place un réseau d'infrastructure, vélo notamment, pour les petits trajets (moins de 5 km) pour lequel il est plus simple d'abandonner la voiture

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Sur l'aménagement du réseau :**
 - o **Un plan cyclable de circulation complet, sans rupture de voies dédiées au vélo** – nous voulons rapidement doubler l'offre cyclable ;
 - o **Des itinéraires alternatifs dédiés aux vélos et bien fléchés :** chemin dédiés (à l'image des chemins de halage) ;
 - o **La qualité et sécurité du réseau vélo :** un entretien des pistes vélos, des éclairages dans les bourgs pour les personnes qui rentrent tard, des distances conséquentes entre véhicules motorisés et vélos pour être en sécurité (1 mètre 40), des signalétiques dédiées aux vélos (aujourd'hui constat que beaucoup d'informations manquent – par exemple pour prévenir de la fin d'une piste dédiée) ;
 - o Des coopérations entre les différents territoires qui aménagent les pistes pour des parcours cohérents et continus.
 - o Un coordinateur des territoires (par exemple la Région) pour mettre en cohérence les mobilités cyclables, la continuité des parcours ou encore une homogénéité des aménagements et de la signalétique pourrait être utile aux communes et EPCI.
- **Sur les infrastructures qui intègrent la pleine présence du vélo :**
 - o **Démultiplier les abris vélos sécurisés** dans les immeubles, quartiers, entreprises, villages, gares, campagnes... ;
 - o **Avoir des vélos en libre-service dans chaque gare ;**
 - o **Un maillage de stations de réparation vélo dans la région ;**
 - o Bien penser la facilité d'usage pour les vélos en autopartage (par exemple par carte de crédit ou une carte multimodale) ;
- **Sur la pédagogie et la sensibilisation vélo :**
 - o **Rendre obligatoire le casque et les lumières sur vélo et trottinette ;**
 - o **Que tous les cyclistes et utilisateurs de trottinette passent un code spécifique ;**
 - o De la **prévention routière sur piste dans les établissements scolaires.** Aussi une sensibilisation sur les différents bénéfices pour la santé (notamment au collège en montrant l'intérêt du vélo en termes de santé et de prix par rapport aux trottinettes). Cette sensibilisation est également tournée vers les parents (ce sont eux qui équiperont les enfants – ils ont donc une part importante dans les choix) ;
 - o **Communication sur les bénéfices sur la santé des mobilités actives / du vélo** mais aussi sur les effets sécurisant des aménagements vélo ;
 - o **Des cours de vélo pour adultes :** pour apprendre un code spécifique mais aussi pour apprendre à conduire dans la circulation et différents types de météo. Tout simplement pour prendre confiance ;
 - o **Accéder aux différents types de vélos pour pouvoir les tester** (par exemple vélo cargo). Des solutions de test avec une location à prix

très attractif au mois ou au semestre (avant de passer à l'acquisition d'un bien personnel) ;

- Des opérations de sensibilisation et de test de parcours vélo qui s'appuient sur des événements festifs partout dans le territoire.
- **Récompenser les mobilités actives**
 - Des primes de mobilités douces ;
- **Faciliter le passage au vélo**
 - **Pour se mettre au vélo, des baux de location de 6 mois ou 1 an.** Une modalité pour transformer l'essai en acquérant le vélo sera proposée ;
 - **Des aides à l'achat de vélo, mais aussi de casque et de gilet ;**
 - Pour s'adapter aux besoins de chacun, des modalités de prêt/location de vélos cargo – ou même mise à disposition pour des familles.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Encourager le passage au vélo pour des petits trajets – puis des plus grands trajets ;
- Source de santé pour la population.

MODE DE VIE SOUHAITE

Substituer les véhicules polluants par des véhicules plus sobres et plus petits (ou intermédiaires)

ACTION SE DEPLACER - 4

CE QUE L'ON VEUT FAIRE – Disposer de moyens de déplacements qui soient compatibles aux besoins individuels tout en étant moins impactant sur l'environnement

Plus particulièrement pour les milieux ruraux où la voiture est un renoncement plus difficile voire impossible ! La promotion de véhicules intermédiaires et plus légers apparaît comme une solution.

COMMENT ON LE FAIT ?

- **Taxation globale des véhicules les plus polluants**
 - Selon la taille, le poids mais surtout l'ensemble environnemental d'un véhicule ;
 - Taxer sur l'achat et supprimer les aides à l'achat sur ces véhicules ;
 - Taxer sur le stationnement ;
 - Les véhicules de familles doivent être exclus de ce dispositif.
- **Limiter l'accès aux villes des véhicules lourds et polluants ;**
- **Agir sur la communication :**
 - Campagne promotionnelle sur ces véhicules plus petits et légers ; Qui permettent la transition progressive entre le « tout voiture individuelle » et le sans voiture individuelle ;
 - Interdire les publicités pour les SUV.

CONCRETEMENT, CETTE OU CES ACTIONS PERMETTENT DE :

- Proposer une solution nécessaire pour les personnes aux besoins spécifiques (personne porteuse d'un handicap, professionnels, enfants en bas âge, personnes travaillant à des horaires décalés) ne pouvant pas se soustraire à la voiture individuelle.

ANNEXE

Un débat sur le revenu de base a eu lieu parmi certains participants. Ils ont voulu présenter les arguments échangés. 26 d'entre eux étaient pour son inclusion dans l'annexe, tandis que 2 étaient contre.

Ci-dessous l'état du débat incluant les arguments pour et les arguments contre le revenu de base :

Arguments pour	Arguments contre
<ul style="list-style-type: none">• Favorise l'engagement et les soins aux proches : Réduire le temps de travail permet de consacrer plus de temps à l'entretien et au soin des relations familiales et amicales.• Encourage une réduction de l'impact écologique : Disposer de plus de temps libre offre l'opportunité de développer des pratiques plus durables, comme cultiver son propre potager.• Permet d'économiser en réalisant soi-même certaines tâches : Rester davantage à domicile peut réduire les dépenses, puisque l'on a le temps de faire plus par soi-même, évitant ainsi d'acheter des services ou produits.• Stimule la créativité et l'innovation dans le travail : Avoir plus de temps libre peut encourager la recherche et le développement de nouvelles méthodes de travail plus efficaces et satisfaisantes.	<ul style="list-style-type: none">• Risque de diminution de la participation au travail : Une réduction excessive du temps de travail pourrait conduire à un manque de main-d'œuvre dans des secteurs essentiels.• Attractivité réduite de certains métiers : Des professions déjà en manque d'attractivité pourraient souffrir davantage, exacerbant le problème de la répartition des tâches peu désirables.• Augmentation potentielle de la maltraitance domestique : Passer trop de temps à domicile peut, dans certains cas, augmenter les risques de tensions et de maltraitance au sein des foyers.• Problématique de l'inactivité pour les chômeurs : Pour ceux qui peinent déjà à trouver du travail, une réduction générale du temps de travail ne résout pas le problème de l'emploi et peut accentuer le sentiment d'inutilité.• Nature active de l'être humain : L'humain a tendance à rechercher l'activité et le changement, et la réduction du temps de travail ne devrait pas sous-estimer cette aspiration à la productivité et à la diversité des expériences.



La Région Bourgogne-Franche-Comté tient à remercier l'ensemble des citoyens mobilisés, des experts et des scientifiques intervenants, des agents du groupe Transverse, des facilitatrices/facilitateurs des échanges et des directions instructrices des dossiers.

Ainsi que toutes les personnes qui ont participé au bon déroulement de cette démarche participative.



jeparticipe.bourgognefranchecomte.fr